

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 183
NOVEMBRE 94

23 F

Centres Ecologiques

- TERRE VIVANTE
- CENTRE POUR UNE ÉCOLOGIE SOCIALE
- CENTRE POUR L'HABITAT SAIN

Alternatives

BAZAR SANS
FRONTIÈRE

Superphénix :

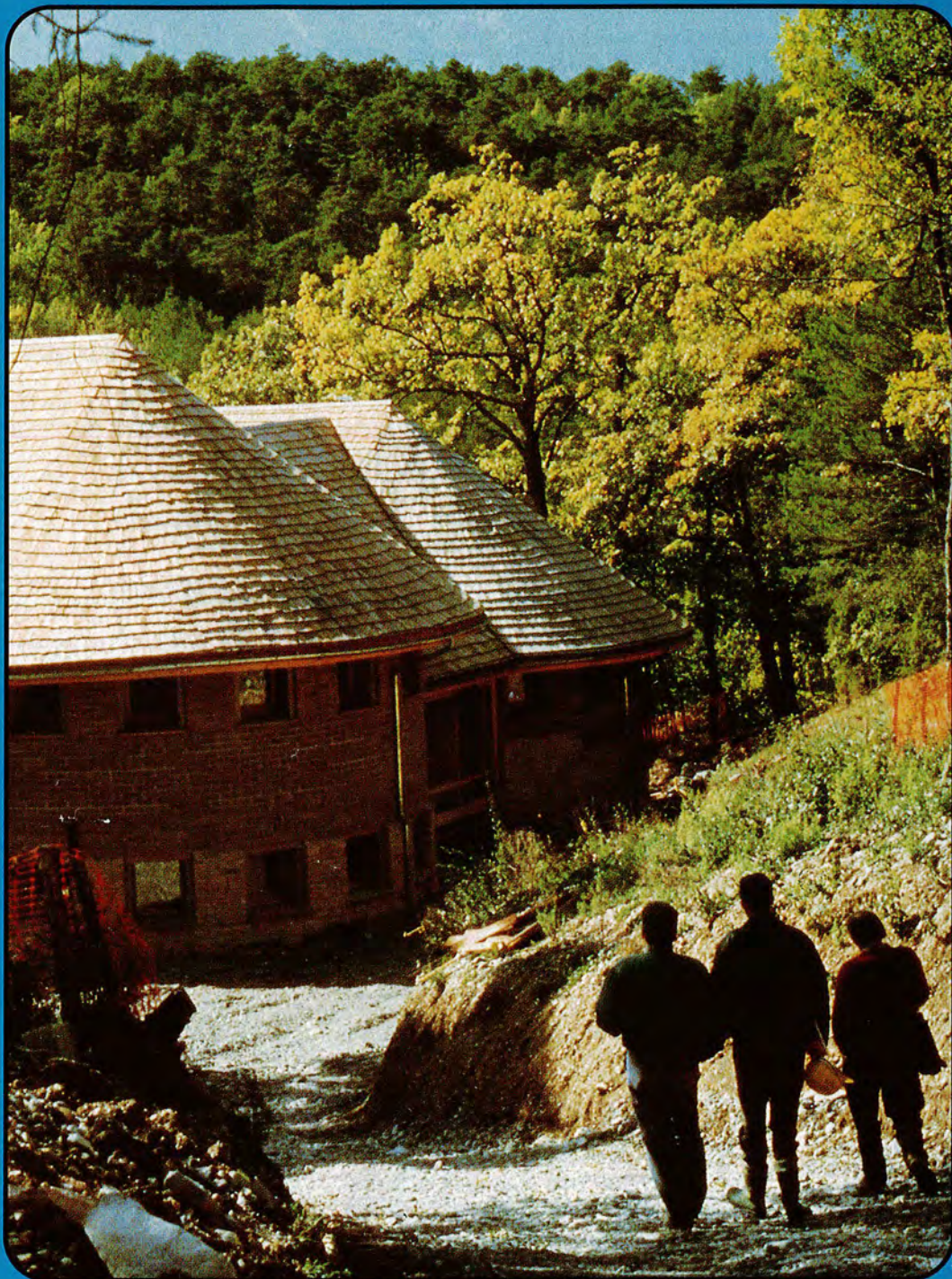
LE RAPPORT
QUI ACCUSE

Ecologie

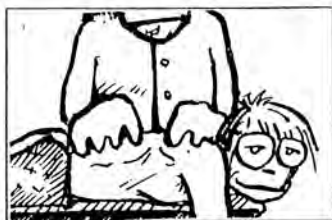
QUELLE EXPRESSION
POLITIQUE ?

Tribune Libre

LE TRAVAIL N'EST PAS
QU'UNE VALEUR
D'ÉCHANGE



LES CENTRES ÉCOLOGIQUES



SANTE

LYON : SYSTEME IMMUNITAIRE ET DEFENSE DE L'ORGANISME

Quel rapport y a-t-il entre le système immunitaire et la défense de l'organisme ? Est-ce la même chose ?

L'association lyonnaise pour comprendre et choisir sa santé organise une soirée débat le vendredi 4 novembre à 20 h 15 à la mairie du 8ème, 12 av. J. Mermoz, 69008 Lyon, avec la participation du Dr Jean-Michel Bodron. Contact : ALYCCS, 79 rue Croix Barret, 69008 Lyon, tél : 78 27 10 18,



ANNONCES

ERRATUM

• Dans le numéro de juin, nous avons publié une annonce commençant ainsi : «qui serait intéressé par équipe familiale à connaissances et pratiques multiples»... en oubliant de donner l'adresse. Or nous ne conservons pas les textes d'annonce et des lecteurs nous ont demandé comment répondre à celle-ci. Que celui/celle/ceux qui l'ont envoyée se manifestent pour une republication complète. Merci.

EMPLOI - DEMANDE

Homme, 50 ans, niveau BTS + spécialisation magasinier et expédition, cherche emploi équivalent. Jacques Szynka, 17 bis rue Charles Richard, 69003 Lyon, tél : 78 53 53 70.

OBJECTEURS

• La CRIL-Rad, Le Cime, 471 av. Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 75 40 95 05 (Jean-Louis Desmarêts) cherche deux objecteurs. Le premier sera intéressé par la PAO, le dessin, l'animation. Connaissances en photos souhaitées. Le second aura une formation scientifique et viendra compléter l'équipe d'analyses du laboratoire en matière de radioactivité.

BENEVOLES

• J'ai 18 ans et je rentre à l'université. Je voudrais aussi apprendre le travail à la ferme. Je souhaiterais faire du bénévolat dans une petite ferme pendant les congés scolaires. Bischoff Crane, 1 square des Bleuets, 13480 Calas.

RECHERCHE

• Alexis Nauroy, Verts-Moselle, 9 rue de la Garde, 57000 Metz, tél : 87 74 84 67, cherche enregistrements

des émissions «Planète verte» diffusées au mois d'août dernier sur France-Culture. Remboursement des cassettes assuré.

VIE COMMUNE

- Paralysée, je cherche pour m'aider (de façon temporaire ou à plus long terme) personne douce, sens de l'autre, appréciant calme, nature, qualité de vie, partage intellectuel et spirituel. Offre chambre, repas. Voiture à disposition. 1500 F par mois. Marguerite Roger, 30260 Vic le Fasz
- Pour trouver des amis ou un conjoint, adeptes vie saine, végétarienne, écologiste, documentation contre enveloppe timbrée à association de rencontres Univert, 5, rue de l'Ondée, 95490 Vauréal.
- Jean Pignero cherche à entrer en contact avec M. Beuret. Lui écrire à l'APRI.
- Je vis avec mon enfant dans la montagne en Ardèche. Je propose à celui/celle qui aurait besoin de changer d'air, quelques jours ou quelques mois à la maison. Juste pour l'amitié, le plaisir du partage... Contact : Françoise, 75 88 26 13.
- Jeune femme ayant déménagé vers Digne cherche contacts avec écolos du coin. Merci de prendre contact avec Huguette au 78 85 88 78 qui transmettra.

A VENDRE

• Association cède à association ronéo électrique Gestetner gros modèle (valeur neuve : 4000 F) cédée à 1500 F. Tél le soir après 20 h 30 au 85 26 40 08.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Sommaire

Les centres écologiques

- Terre Vivante de Michel Bernard.....page 4
- Centre pour une écologie sociale de Michel Bernard et Christian Glassonpage 8
- Centre pour l'habitat sain de Christian Glasson et Michel Bernard.....page 12

- Alternativespage 15
- Energiespage 16

Superphénix : le rapport qui accuse.....page 18

- Nucléairepage 19
- Nord-Sudpage 20
- Environnement.....page 21

Ecologie : quelle expression politique ? de Francis Vergierpage 22

- Politiquepage 25
- Sociétépage 25

Alternatives : Bazar sans frontières de Michel Bernard.....page 26

- Paixpage 30

Tribune libre : Le travail n'est pas qu'une valeur d'échange de Ludo Dierickxpage 32

- Livrespage 32
- Courrierpage 36

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

4 rue Bodin 69001 LYON

Tel: 78.39.55.33.

CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans
chlore par Atelier 26 - Lorient - Tel: 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs
auteurs. La reproduction des textes est autorisée
sous réserve d'en indiquer la source et le nom
des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0755-2640

Date de parution: 4ème trimestre 1994

Tirage: 4 200 ex

Editeur: Association Silence

Président: Dominique Zanda
Vice-Présidente: Perline
Secrétaire: Thérèse Régné
Trésorière: Myriam Cognard

Réalisation du journal

Directeur de publication: Dominique Zanda

Secrétaires de rédaction: Michel Bernard

Michel Jarru

Publicité: Michel Jarru

Relations commerciales: Eve Malafosse

Documentation: Sylvie Arrio

Claude Crotet

Rédaction: Anne-Marie Carlier

Christian Glasson,

Francis Vergier,

Sylviane Poulencard,

Michèle Dussaut-Delorme

Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques: Roger Bernard

Richard Grantham

Jacques Grinevald

Herni Persat

Henri Pezerat

André Picot

Dessinateurs: Altho,

Mutlo

Correctrice: Thérèse Régné

Conception maquette: Hubert Plisson

Expédition: Maloin

Christiane Chapon

Leïla Lachachi

Bernard Perez

Vincent Marlin

Xavier Sérédine

Correspondants: Jacques Caclin

Georges David

Alain Claude-Gallié

Eric Marquis

Jean-Luc Thierry

Tam-Tam

WISE

Peace News

Ludo Dierickx

Raymond Forgeat

Forum Civique Européen

Survie

Terre Vivante

Photo de couverture:

Puits au Soudan

© Terre Vivante

Pour participer au journal

N°184 - Décembre

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 29 octobre à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 4 novembre à 12 h

Expédition:

vendredi 18 novembre à 19 h

N°185 - Janvier

Comité de rédaction et clôture des articles:

samedi 26 novembre à 14 h

Clôture des brèves:

vendredi 2 décembre à 12 h

Expédition:

vendredi 16 décembre à 19 h

Ce journal est rédigé par des
bénévoles. Vous pouvez y participer.
Pour faire connaissance avec l'équipe
du journal, vous êtes invités aux
expéditions. Celles-ci sont suivies
d'un repas à 22h30 offert par Silence.

ÉDITORIAL

Pour ne pas sombroier

Dans les grands médias, seuls des entreprises et des ministres parlent maintenant régulièrement d'environnement et d'écologie. Mais c'est à leur manière. C'est comme si il n'y avait plus qu'eux à trouver ça sérieux. Ils n'ont pas tort. Ils ont compris tous les profits que l'on pouvait en tirer. L'écologie des origines apparaît désormais comme un folklore. La dictature libérale, qui se débarrasse de ses ennemis en empruntant à ses discours, semble encore avoir gagné. Encore plus, elle confirme le processus de « marchandisation généralisée des activités sociales et de tous les aspects de la vie humaine » (1). Les alternatives crédibles ne semblent plus être que des souvenirs ringards, et s'ancre l'évidence que ce qui existe est forcément la seule voie possible.

On ne sait combien de temps ça va durer. Mais il y a peu de raisons que ça change car les messies sont du folklore. Alors comment ne pas trouver un peu de satisfaction dans l'existence de centres écologiques, même s'ils sont si peu nombreux en France. C'est malheureux d'avoir à le dire encore, mais au lieu de se bagarrer et de se détruire, l'écologie politique devrait enfin prendre au sérieux les exemples dont les centres écologiques sont les témoins et les dépositaires. Au-delà des tâtonnements et des ratages de « ceux qui ont essayés », il y a soit des solutions, soit des germes de solution. A force d'essayer autrement, il doit être possible de résister à l'engourdissement d'une convivialité sincère où l'on ne parle pas argent et intérêts.

Dominique ZANDA

(1) "Le basculement du monde", Michel Beaud, *Le Monde Diplomatique*, octobre 94, p.16.

CENTRES ECOLOGIQUES

TERRE VIVANTE

(1) Son premier livre «L'assiette aux céréales», sorti en 1982, s'est déjà vendu à 45 000 exemplaires.

(2) Le Center for alternative technology, créé en 1973, emploie aujourd'hui une dizaine de personnes et reçoit 100 000 visiteurs par an. Lire les articles de Didier Bloch dans *Politis* n°262 (2/12/93) et 263 (9/12/93).

Jusqu'en 1993, la revue «Les Quatre saisons du jardinage» était domiciliée à Paris. Cette revue, qui diffuse surtout sur abonnement, compte aujourd'hui plus de 20 000 abonnés. Le premier numéro a été publié en mars 1980. C'est la revue de référence des amateurs de jardinage biologique. Elle est dirigée depuis le début par Karin

l'écologie, elle avait connaissance de nombreux réseaux à l'étranger. Claude Aubert est lui ingénieur agronome et ses ouvrages de vulgarisation de l'agriculture biologique sont une référence (1). Le projet s'est surtout inspiré de l'expériences du Centre des technologies alternatives du Pays de Galles (2). Les concepteurs du projet ont également visité d'autres

Depuis le mois de juillet s'est ouvert à Mens, dans le Trièves, entre Grenoble et Sisteron, le centre écologique européen «Terre Vivante», créé par l'association du même nom qui publie la revue «Les Quatre saisons du jardinage». Un projet ambitieux.

Mundt, Claude Aubert et Jean-Paul Thorez. Elle s'est développée autour d'une maison d'édition «Terre Vivante» qui propose des ouvrages dans les domaines du jardinage, de l'agriculture biologique, de la santé, des technologies douces... et qui a traduit ainsi de nombreux ouvrages sur des expériences positives à l'étranger. Karin Mundt, multilingue, avait une bonne expérience de la démarche commerciale à suivre, ayant eu la responsabilité d'un service publicité au sein de l'Express. Intéressée depuis longtemps par

lieux comme l'Ökozentrum de Langenbrück ou le centre d'habitat sain de Flawil (3). S'il existe en Europe des centres spécialisés dans les énergies renouvelables (4), il n'existait pas de lieu vraiment polyvalent.

La recherche d'un site

Pendant plusieurs années, la revue va annoncer son intention de se décentraliser à la campagne pour compléter son travail d'information par un centre écologique.

Le projet est ambitieux : il recouvrira des activités non publiques (réalisation de la revue, quelques programmes de recherche, comparaisons de matériel et de matériaux), mais également une importante activité d'accueil (formations, informations, expérimentations concrètes, classes vertes...)

La recherche du lieu a occupé une longue période. Un cahier des charges est publié et un appel a été lancé auprès des lecteurs pour chercher le lieu idéal. C'est le maire de Mens, abonné, qui leur proposera les terrains où finalement l'équipe de la Terre Vivante va déménager. Cette petite commune du sud de l'Isère, placée dans un site magnifique, a fait le pari d'un développement vert. Pour cela, elle a déjà obtenu le déménagement de la société Sittelle, qui enregistre et commercialise des disques de chants d'oiseaux (5). L'arrivée du centre Terre Vivante lui permet de redévelopper ses structures d'accueil : hôtels et gîtes.

Le site proposé par la mairie est une ancienne exploitation agricole qui a été abandonnée entre les deux guerres. Il ne reste plus que les ruines des bâtiments et les parcelles cultivées ont été envahies par la forêt voisine. Les anciennes terres font une cinquantaine d'hectares, dont huit sont aujourd'hui défrichés et le reste en forêt. Le site ne correspond pas exactement au cahier des charges retenu par Terre Vivante mais c'est le coup de foudre devant le paysage montagneux, sans aucune route visible, ni aucun fil électrique. Comme la mairie promet d'ouvrir bien des portes pour obtenir des subventions, l'affaire est arrêtée.

Une grosse surprise attend toutefois l'équipe de Terre Vivante : le terrain est fait de marnes instables et le sous-sol est glissant, ce qui limite considérablement les possibilités de construction. Les autorisations limitent le domaine bâti aux seuls espaces occupés par l'ancienne ferme et les normes de sécurité pour les lieux ouverts au public obligent à réaliser des fondations importantes... qui ne correspondent en rien à une

(3) Voir articles dans ce numéro.

(4) Il existe ainsi le Folkecenter for renewable energy, au Danemark, que Silence a présenté dans son numéro 148. Il existe également depuis 1993, le Centre international des énergies nouvelles, à Tarbes.

(5) Sittelle : voir hors-série de Silence sur les Métiers de l'Écologie.

installation écologique. Cette contrainte imprévue a une conséquence importante : seuls les locaux de la maison d'édition Terre Vivante et une cafétéria ont pu prendre place sur le site... et aucun logement n'a pu être installé, ce qui nécessite de retourner aux villages voisins... et rend l'usage de la voiture pratiquement indispensable.

Un vaste espace d'exposition de techniques alternatives

Une fois les dalles en béton installées, la construction des bâtiments s'engage selon différentes techniques mises en avant par l'habitat sain. Le principe général est d'essayer de présenter au public le maximum d'innovations architecturales différentes, ainsi que des usages extrêmement variés des finitions de bâtiments. En visitant, on peut donc découvrir différentes techniques de construction, comment choisir les essences de bois, les multiples possibilités de la terre crue, des protections utilisant de multiples marques de peintures... (6). L'administration a encore empêché certaines réalisations comme un toit végétal : celui-ci nécessitant une faible pente, c'est incompatible avec les normes locales qui prévoient de fortes pentes pour résister au poids de la neige. Comme il ne faut pas de permis de construire pour les bâtiments de moins de 20 m², le toit végétal a été réalisé sur un petit hangar.

A l'extérieur, de multiples expériences de jardinage sont présentées en démonstration : cultures associées, plantations fruitières, verger conservatoire pour assurer un maintien de la diversité génétique des espèces rustiques, zone de compostage, zone de séchage du bois, étang anti-incendie mais également lieu d'hôte pour les grenouilles qui remplacent l'usage des insecticides... Un effort particulier a été fait pour rechercher la beauté du paysage. Une importante installation d'épuration des eaux par un système de filtrage par les plantes permet au centre de rejeter dans un



La cafétéria avant son achèvement. Elle associe de nombreuses techniques liées à l'habitat sain.

ruisseau voisin une eau aussi propre qu'elle l'était avant son pompage. Cette installation est d'importance car en été, il est prévu le passage de plus de 100 personnes par jour. Enfin, de vastes sous-bois sont simplement débroussaillés pour y laisser vivre des espèces animales rustiques.

Le centre devrait être alimenté à long terme par des sources alternatives en énergie et servir de lieu d'expérimentation et de démonstration dans ce domaine. Pour le moment, ces projets ont été revus à la baisse à cause des difficultés financières. Une ligne électrique a été tirée pour être reliée à EDF qui assure l'éclairage et l'alimentation du matériel de la revue. Une chaufferie au bois fournit l'eau chaude... en complément

d'un panneau solaire qui assure de l'eau chaude pour deux bâtiments.

Un pari financier ambitieux

Le projet global a été chiffré à 11 millions de francs et emploie actuellement 24 personnes... contre 11 personnes à Paris pour la revue et l'édition. La revue elle-même par ses propres ressources et une souscription auprès de ses lecteurs ont permis de collecter environ 4 millions... ce qui est déjà énorme pour un financement «convivial». Cela restait toutefois insuffisant et il a fallu se tourner vers les institutions. Des subventions ont été accordées par la commune, le département, la région, l'Etat et la Communauté

(6) De nombreux sponsors ont aidé mais la plupart sont étrangers : les produits équivalents français n'existant pas... ou les entreprises françaises n'étant pas attentives à ce genre d'espace de démonstration.



La maison bleue vue de face. Elle abrite les locaux de la Maison d'Édition, de la revue, l'administration du Centre et des salles de formation. En couverture de ce numéro, on peut la voir de l'autre côté avec ses murs nord courbes (photos Terre Vivante)

européenne. Cela a permis d'atteindre les 2/3 du budget, mais actuellement, il manque encore une somme importante, ce qui a nécessité de limiter certains projets, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables.

Quelques formations à venir

- **Les haies** (19/20 novembre) : *services rendus à l'homme et contribution à l'équilibre naturel, animé par Corinne Bourgery, ingénieur agronome.*
- **Céréales et légumineuses** (26/27 novembre) : *quel rôle leur donner ? Vertus thérapeutiques et techniques culinaires avec Claude Aubert et Pascal Chancé.*
- **Naissance sans violence** (18/19 février) : *on ne changera pas la vie sans changer notre façon de naître, avec le Dr Michel Odent, obstétricien, fondateur du Centre de recherche pour la santé primale.*
- **Valoriser une friche** (13/14 mai) : *la friche non pas comme désordre mais comme monde inventif et dense, source de fertilité, avec Gilles Clément, jardinier-paysagiste.*

La revue a lancé un appel au bénévolat et entre l'été 93 et l'été 94, ce sont en permanence une quinzaine de personnes bénévoles qui se sont relayées sur place pour participer à la construction du centre. Parmi elles, beaucoup d'Anglais, d'Allemands, de Suisses, quelques Danois et quand même pas mal de Français.

Les premiers pas

Pendant deux ans, les animateurs du projet ont dû faire la navette entre Paris et Mens pour mener les deux projets de front. Les bâtiments administratifs étant terminés fin 1993, la maison d'édition a déménagé de Paris à Mens à cette époque. Cela a entraîné un certain nombre de problèmes dans l'équipe, certaines personnes ne voulant pas ou ne pouvant pas quitter Paris. Ainsi sept des onze salariés n'ont pas suivi, dont Jean-Paul Thorez, rédacteur en chef de la revue depuis ses débuts, qui a donné sa démission. Aux problèmes déjà énormes que posait la réalisation du centre, s'est donc ajouté un problème de personnel. Il a fallu trouver des remplaçants, ce

qui n'était pas facile, car la revue fait beaucoup de travail avec d'autres pays, ce qui nécessitait de trouver des personnes au moins bilingues. C'est Rémy Bascher qui est arrivé en avril pour s'occuper de la revue et qui a été rejoint, à l'automne 94, par Antoine Bosse-Platière, ancien rédacteur de la revue *Nature et Progrès*.

Le programme de formations a commencé dès avril 94. Le 1er juillet 1994, le centre a été officiellement ouvert au public... avec l'ouverture d'une cafétéria qui permet de prendre ses repas sur place. Elle sert une alimentation saine, de tendance végétarienne... mais maintient un menu classique pour ne pas heurter les visiteurs qui pourraient venir avec d'autres motifs d'intérêt comme simplement la beauté des jardins. Le tout sera complété par une boutique qui commercialisera en 1995 des produits sains, des outils, des graines, mais également des produits alimentaires locaux comme des vins biologiques...

Des actions vont être mises en place en direction des enfants pour qu'ils viennent découvrir les possibilités qu'offrent le

jardinage biologique, l'habitat sain... Un travail avec les agriculteurs de la région a été initié dans le cadre du Plan de Développement Durable en Sud-Isère, dont Terre Vivante est maître d'ouvrage. Il s'agit, dans une première phase, de rechercher, avec une vingtaine d'agriculteurs, de nouvelles orientations techniques et économiques prenant mieux en compte les problèmes d'environnement.

Terre Vivante est également responsable d'un programme «Réhabilitation, entretien et valorisation des espaces en friche» dans le cadre du Programme Life de la Commission Européenne.

Autre idée, pensée au départ, pour les ruraux qui cherchent à développer le tourisme vert sous forme de gîtes, Terre vivante aurait aimé collaborer avec eux pour favoriser, lors des aménagements, le choix de matériaux sains, le surcoût pouvant ensuite être comblé par l'envoi de visiteurs du centre Terre vivante plutôt dans ces gîtes-là... Mais pour le moment, la plupart des matériaux viennent de Suisse ou d'Allemagne, ce qui rend de telles réalisations prohibitives. Terre Vivante va donc dans un premier temps inciter des entrepreneurs à se lancer dans la production des produits sains en France... avant de promouvoir leur utilisation. On devrait alors revenir à des prix raisonnables comme en Suisse et en Allemagne où les matériaux sains ne coûtent que 5 à 10 % plus cher que les matériaux traditionnels.

La visite des lieux laisse l'impression d'une énorme ruche où de multiples projets sont en place, d'autres encore en discussion... Le succès de la revue et des livres Terre Vivante a permis de donner une aura importante à cette initiative et une visite sur place peut vous donner envie soit de participer, soit de reproduire à votre échelle les expériences développées dans ce centre.

Michel BERNARD

Adresse : Centre Terre Vivante,
Domaine de Raud, BP 20, 38711
Mens cédex, tél : 76 34 80 80.



Garage (photo du haut) avec un toit végétal, des montants en bois et un système de tressage permettant une aération du bâtiment.

Meule de bois (photo du milieu) : en posant les bûches en rond, le bout le plus gros vers l'extérieur, on obtient très facilement un tas de bois en forme de meule.

Etang (photo du bas) : situé à proximité des jardins, il permet d'avoir des grenouilles qui remplacent efficacement les insecticides.

LE CENTRE POUR UNE ECOLOGIE SOCIALE

Langenbruck est une commune située sur un col au sud de Bâle. Quelques pistes de ski sont visibles aux alentours. Le relief est pour le moins pentu. Quelle surprise en arrivant au centre écologique de découvrir un parking occupé par une vingtaine de vélos et seulement deux voi-

après des années de lutte, la construction de la centrale est abandonnée.

Dans le mouvement, on assiste au même débat qu'en France entre ceux qui se contentent de l'opposition au nucléaire et ceux qui pensent qu'il faut proposer des alternatives. Parmi ces der-

Pour des sources d'énergie décentralisées

Le premier, avec six salariés, travaille sur la question de l'énergie. Une des premières études va porter sur les voitures solaires. En Suisse, chaque année, se déroule le tour de Sol (1), une course d'une semaine entre les meilleures voitures solaires du monde. La plupart des voitures présentées ayant des photopiles intégrées à la carrosserie, leurs prix avoisinent celui d'une voiture de formule 1. Le centre va alors proposer de faire une voiture sur batterie et de pomper l'électricité sur des microcentrales photovoltaïques reliées au réseau. L'idée étant qu'un acheteur de voiture achète en même temps la surface de cellules solaires correspondant à sa consommation. Pour cela, il a fallu concevoir du matériel électronique - des onduleurs - qui permettent d'envoyer le courant électrique sur le réseau (2). Ces derniers permettent aussi de réinjecter du courant produit par des éoliennes. En Suisse, les compagnies d'électricité étant décentralisées par canton et relativement souples, il a été possible de développer de nombreuses micro-centrales de ce genre avec revente de l'électricité. Les discussions économiques ont été longues mais aujourd'hui l'électricité est achetée à un prix correct, amortissant ainsi les installations. Le centre possède, sur un sommet venté, une station expérimentale où sont testées différentes sortes d'éoliennes de différentes tailles.

Perché dans le Jura, côté suisse, le centre écologique de Langenbruck développe la recherche dans trois directions principales : les énergies renouvelables, la réparation et la durabilité des produits, l'agriculture biologique pour les pays du Sud.

tures ! Aurions-nous affaire à des écologistes conséquents qui mettent en pratique les idées qu'ils défendent ?

L'opposition au nucléaire

Dans les années 70, le gouvernement fédéral envisage l'installation d'un réacteur nucléaire sur le Rhin en amont de Bâle, à Kaiseraugst. Tout le canton va fortement se mobiliser contre ce projet. Le mouvement antinucléaire sera très fort. Un référendum au niveau du canton rejette le projet et

niers, trois ingénieurs fondent le centre sous le nom d'«association pour une écologie sociale».

Ils repèrent les locaux actuels appartenant au canton, mais à l'abandon, et parviennent à les louer. Les premières activités vont porter sur les locaux mêmes. Construits dans les années 60, ils sont très mauvais énergétiquement. Après isolation et pose de triples vitrages, la consommation d'énergie pour le chauffage est réduite de moitié.

Trois groupes distincts de recherche se mettent alors en place.

(1) Silence a présenté Le Tour de Sol dans son numéro 120/121.

(2) C'est exactement cette technologie que reprennent les micro-centrales Phébus actuellement développées en France. Voir Silence n°152 et 171.

Autre recherche, le projet Stirling qui est la mise au point d'un générateur électrique en cogénération, rendant possible l'alimentation d'un générateur par plusieurs sources d'énergie. Une source de chaleur allumée et éteinte alternativement dilate un gaz qui pousse ou non un piston. Celui-ci déplace des aimants devant d'autres aimants fixes. Ce déplacement génère de l'électricité. La chaleur dégagée par l'ensemble est récupérée en eau chaude, principe même de la cogénération (3). La différence principale avec les autres moteurs de cogénération, c'est qu'ici la source d'énergie est placée à l'extérieur du générateur d'électricité, ce qui permet d'utiliser n'importe quelle source d'énergie au départ. Des études sont ainsi faites pour valoriser les broussailles brûlées sous forme de copeaux de bois. La possibilité que la chaleur provienne d'un capteur solaire est également étudiée... ce qui supprimerait les émissions de gaz.

Une autre installation est en cours de recherche : une machine à laver qui utiliserait de l'eau de pluie chauffée au soleil. Dans ses sous-sols, le centre aligne une rangée de machines à laver avec des appareils de mesure. Les eaux de pluie collectées sur le bâtiment sont recueillies dans un premier réservoir puis passent dans un chauffe-eau solaire atteignant la température de 70°C.

L'eau chaude est stockée dans un deuxième réservoir. La machine à laver «solaire» comprend trois entrées d'eau : l'eau du robinet, l'eau de pluie froide, l'eau de pluie chaude. A partir de là, de multiples expériences sont faites en fonction du type de linge, d'adaptation sur la machine... Le centre a déjà obtenu une modification des machines à laver qui permet aujourd'hui d'utiliser des lessives plus écologiques ou du savon. L'utilisation de l'eau de pluie devrait permettre d'économiser l'eau et l'énergie.

Entretien des appareils et récupération des déchets

Un deuxième groupe de recherche, comportant aussi 6 salariés, travaille sur la question des déchets. Après une période d'études sur la collecte sélective des déchets, il travaille actuellement sur la mise en œuvre de produits à vie longue. Ainsi, en collaboration avec seize communes autour de Langenbruck, les membres du groupe ont édité un livre donnant toutes les adresses possibles pour la réparation de ce qui tombe en panne chez soi. En effet, prolonger la vie d'un objet est toujours plus économe en énergie et en matière première que la valorisation du déchet et l'achat d'un objet neuf. Actuellement, des formations sont mises en place pour apprendre aux commerçants à assurer le service de réparation. En remplaçant de la vente de produits par du travail local, cela peut aider à maintenir

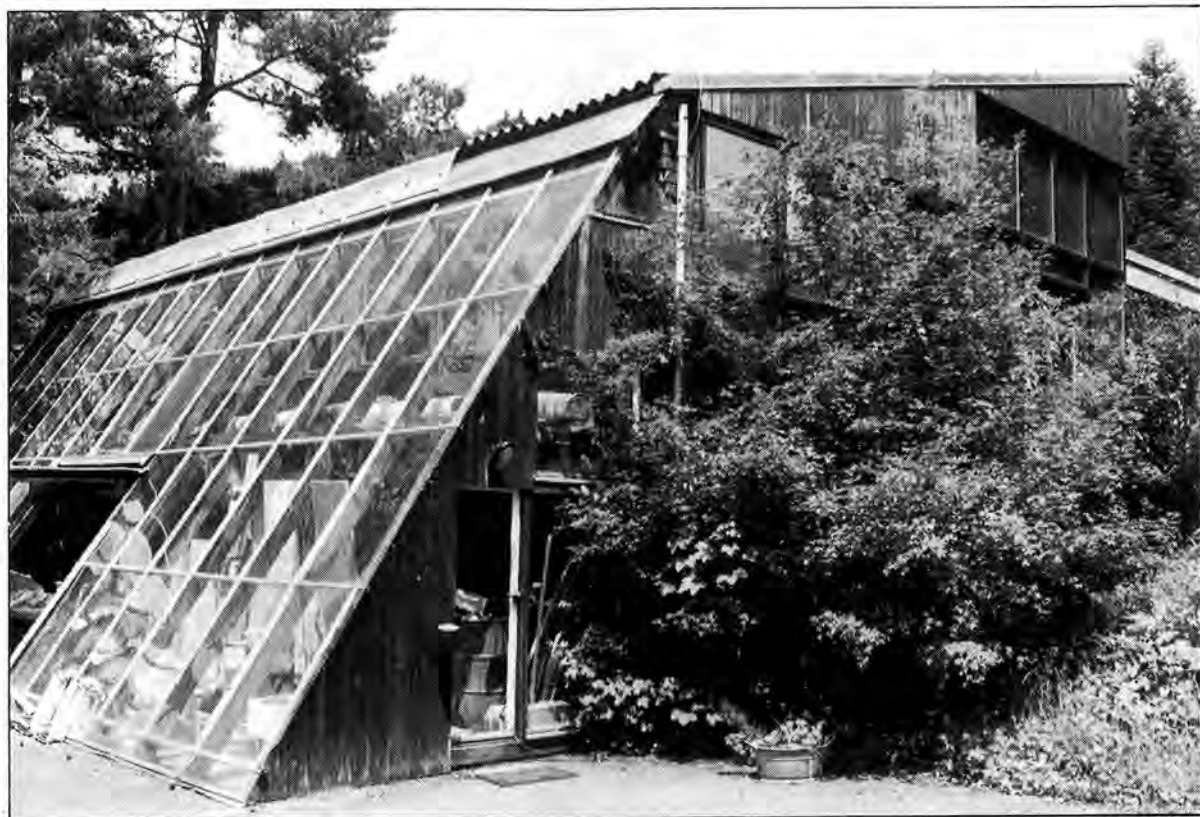
(3) Silence a présenté la cogénération dans son numéro 140.

Machine à laver fonctionnant avec trois arrivées d'eau : eau courante, eau de pluie et eau de pluie chauffée par un capteur solaire. Un ordinateur procède à de nombreuses analyses.



Moteur Stirling couplé à une chaudière à bois. Le moteur stirling produit de l'électricité envoyé sur le réseau et la chaleur résiduelle sert à chauffer les bâtiments du Centre.





Serre solaire au sud-ouest d'un bâtiment. Un mur chauffant solaire (mur Trombe) se trouve derrière l'arbre orienté sud-est. L'arbre a été planté ainsi pour faire de l'ombre en été et éviter la surchauffe.

des emplois. On réussit donc à joindre la réduction des déchets à une création (ou un maintien) d'activité... ce qui explique le succès de la démarche. L'idée est actuellement reprise dans d'autres cantons en Suisse.

Il reste un obstacle : les gens achètent souvent ce qui est bon marché, donc ce qui est produit souvent très loin et il n'est alors pas facile d'avoir les pièces de rechanges pour l'entretien. La réparation revient alors très cher. Une réflexion est engagée pour montrer que même si le coût de la réparation est du même ordre que le changement, il vaut mieux réparer. Ce problème des importations bon marché rejoint le débat sur les taxes sociales à mettre sur les produits issus du travail sous-payé. Un moyen serait d'appliquer une taxe sur l'énergie nécessaire au transport.

Une autre activité des membres de ce groupe est la réalisation de guides pour les écoles sur le thème des déchets et surtout sur la façon de les éviter. Ils interviennent également pour conseiller les entreprises. Ils assurent des cours dans une école technique pour apprendre à maîtriser les déchets. Ils ont mis au point une banque de données à

destination des institutions, leur permettant de répondre aux questions du public sur les déchets.

L'agriculture biologique au service du Sud

Le troisième groupe, qui travaille sur la promotion de l'agriculture biologique en Afrique (Ouest surtout) et en Amérique Latine (Bolivie et Chili essentiellement), est surtout un centre documentaire. Il y a quatre personnes dans ce groupe. Elles aident à monter des centres d'information au niveau local.

Ce groupe anime une revue en langue française «L'acacia» réalisée en collaboration avec le CIEPAD, qui près de Montpellier a des activités assez proches (4). Cette revue présente une originalité : pour les pays du Sud, le montant de l'abonnement est d'un article par an... et en conséquence, la revue est surtout écrite par des personnes du Sud qui font des expériences concrètes en agriculture biologique (5).

Structure et financement

Le centre comptait mi-1994, 21 personnes salariées. Aux

16 chercheurs, ils faut ajouter en effet 4 postes administratifs et un poste de relations publiques. Les trois ingénieurs du départ ne sont plus là. L'aspect militant a un peu été mis de côté mais le fait que les salaires restent bas est un filtre naturel pour les personnes qui viennent travailler au centre : il faut être motivé par les questions traitées. Les sujets abordés étant souvent assez en avance sur les questions écologistes, il n'est pas toujours facile de trouver des financements pour les idées qu'ils voudraient voir développer.

Au départ, il y a eu la création d'une fondation. Le capital de cette fondation augmente avec des dons. Cet argent est placé et les intérêts permettent une mise de fonds pour la mise en place de nouveaux projets. Une fois les projets en route, ils doivent s'autofinancer et donc rendre l'argent initial à la fondation. Chaque projet nécessite donc de trouver des financeurs. Des contrats sont passés avec des communes, le canton, le gouvernement suisse... et même avec des institutions allemandes. D'autres sont passés avec des associations qui mènent des campagnes pour collecter des dons. Il n'y a

(4) Le CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, a été présenté dans le Hors-Série sur les Métiers de l'Écologie. CIEPAD, Le Triol, 34380 Viols le Fort, tél : 67 55 07 97.
(5) Pour s'abonner en France : L'Acacia, c/o Hélène Hollard, 39160 Poissoux.

concrètement pas de relations directes du centre avec le public car cela prend trop de temps. Le centre fait seulement une journée portes ouvertes une fois par trimestre. En dehors de ces journées, les visites sont possibles uniquement pour des groupes (élèves, instituteurs, architectes...). Il y a peu de formation sur place. Les visiteurs sont plutôt des chercheurs qui viennent pour compléter leur propre travail.

A la différence de la France, en Allemagne et en Suisse il y a toute une tradition de recherche par des groupes privés indépendants et il est donc relativement courant d'avoir des financements sur des sujets, même assez radicaux, sans contrepartie. En France, centralisation aidant, il est beaucoup plus difficile de trouver ce genre de ressources car le contrôle par le politique et les grosses compagnies est beaucoup plus omniprésent.

En Suisse, les centres du même genre se sont organisés en réseaux pour avoir une meilleure efficacité et se garantir une plus grande indépendance.

Michel BERNARD
Christian GLASSON

Contacts :

- *Ökozentrum Langenbruck, Schwengistrasse 12, 4438 Langenbruck, tél : (062) 60 14 60.*

Autres centres en Suisse :

- *Ökozentrum Schattweid, 6114 Steinhuserberg (Lu), tél : (041) 71 17 93 qui travaille surtout sur le recyclage des eaux usées et sur la conception des bâtiments sains. Fait des expériences en lien avec des groupes en ex-URSS.*

- *Ökozentrum Bern, Postfach, 3000 Bern 7, tél : (031) 311 99 91 qui travaille surtout dans le domaine de la formation et comme centre de documentation.*

- *Ökozentrum Winterthur, Tössstr. 12, 8400 Winterthur, tél : (052) 213 63 00 qui a mis au point et diffuse une remorque mobile pour faire la vaisselle dans les manifestations et éviter ainsi les couverts jetables.*

- *Forschungsinstitut für biologischenlandbau, Benhovensberg, 4104 Oberwil, tél : (061) 401 42 22 qui travaille surtout sur l'agriculture biologique.*



Parking (photo du haut) : même en montagne, on peut se déplacer en vélo si l'on veut une pratique cohérente avec son discours.

Capteur solaire eau (photo du milieu) : ce capteur chauffe l'eau de pluie collectée sur les toits du centre.

Toilettes sèches (photo du bas) : après chaque usage, l'utilisateur jette une poignée de copeaux de bois qui aident au compostage des excréments... et neutralisent les odeurs. Pas de pollution de l'eau ainsi. (il y a les mêmes toilettes à Terre Vivante).

LE CENTRE POUR L'HABITAT SAIN

A la fin des années 70, un groupe composé d'une vingtaine d'architectes se pose la question de ce que pourrait être un habitat plus convivial. On est en pleine période Le Corbusier et ses célèbres «cages à lapins». Le béton est le matériau roi. On commence tout juste à se poser des questions sur l'action de l'habitat sur la santé de

en 1981. Depuis cette époque le nombre d'adhérents va rester stable. Ce réseau de personnes intéressées par le concept d'habitat sain va permettre d'organiser des groupes régionaux par canton. En dehors des professionnels du bâtiment, l'association compte aussi des adhérents provenant des administrations et des services publics. Cette réflexion va déboucher sur

Une action en direction du public

Le centre de Baubiologie ne construit rien lui-même... Ce sont ses adhérents qui sont des constructeurs. Le centre publie donc un annuaire extrêmement complet présentant l'ensemble des services possibles par types de métiers et par région. Parallèlement aux corps de métier, on y trouve également tous les fournisseurs possibles de matériaux sains, des informations sur les choix possibles en énergie, sur le mobilier disponible... Il s'en vend entre 2 et 3000 exemplaires par an. Cet annuaire est remis à jour chaque année : c'est un énorme travail car toutes les adresses sont vérifiées ainsi que les matériaux présentés.

Pour cela, le centre a mis au point un cahier des charges extrêmement précis qui permet de noter le matériau en fonction de multiples critères : origine du produit, renouvelabilité du produit, déchets à la production, qualités de son utilisation, problème de recyclage... Ces fiches sont remplies par les fabricants, en confiance. Des vérifications sont effectuées par le centre. Elles sont souvent justifiées parce qu'une autre marque dénonce une pratique incompatible avec l'habitat sain. Les vérifications sont confiées à des laboratoires indépendants qui ne sont pas impliqués dans le commerce de ces produits. Cet annuaire est complété par une revue bimestrielle tirée à 5000 exemplaires.

(suite page 14)

Situé près de St-Gall, à l'Est de la Suisse, le centre de «Baubiologie» (biologie de l'habitat) assure la coordination et la promotion d'une nouvelle conception de l'architecture.

ceux qui y habitent. Ces architectes vont d'abord organiser des rencontres pour confronter leurs idées et expérimenter de nouvelles pratiques. Ces rencontres se font dans de grandes villes comme Lausanne ou Zürich. Elles vont permettre d'élargir la réflexion à l'ensemble des personnes qui travaillent dans le bâtiment.

Une action en direction des professionnels

Une association est constituée en 1977 et le nombre d'adhérents va très vite croître pour atteindre environ 1300 personnes

des structures de conseils en habitat sain dont certaines sont même mises en place par les administrations publiques.

Le Centre de Flawill sert d'abord de lieu de coordination, avant de devenir un important centre de documentation. Toutes les données concernant l'habitat sain sont mises dans une banque de données que les professionnels peuvent consulter par les réseaux informatiques. Une structure d'apprentissage à distance est également disponible par ce réseau. La formation dure un an. C'est une spécialisation reconnue pour les personnes suivant un enseignement dans le domaine du bâtiment.

Quelques notions d'habitat sain

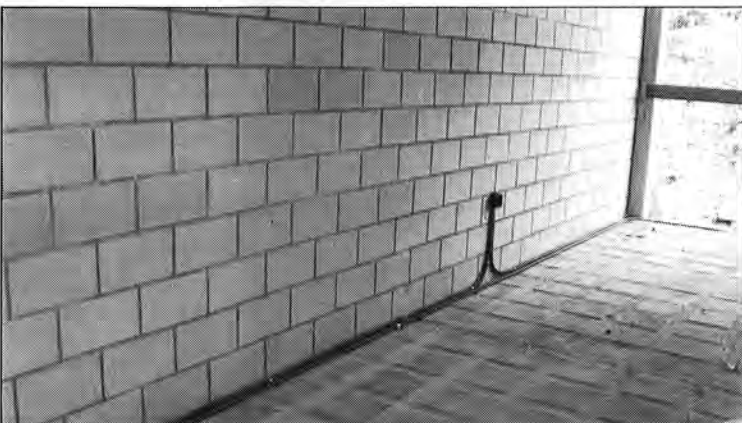
L'habitat sain essaie de concevoir un lieu de vie agréable, avec le moins de nuisances possibles.

Pour cela, le choix de l'emplacement d'une maison est fait soigneusement : si possible avec une exposition au Sud, en tenant compte des courants d'eau dans le sol... Ici, à Flawill, un architecte construit un immeuble de sept logements. Chaque logement comporte trois niveaux, les chambres étant sous les combles, dans une structure totalement en bois (photo 1).

Pour le gros-œuvre, on privilégie de préférence des matériaux simples comme la brique, l'adobe, le pisé qui sont différentes possibilités d'usage de la terre (photo 2).

Pour éviter les champs électromagnétiques, différentes mesures sont prises : présence minimale de métaux dans le gros-œuvre, fenêtres et escaliers en bois (photo 3), passage de l'ensemble des circuits électriques par la cage d'escalier, pas de passage de fils dans le sol : ils sont placés le long des murs (photo 4), limitation au maximum des fils électriques dans les chambres... Pour l'eau, les mêmes précautions sont prises (on devine les conduites d'eau sous l'escalier, photo 3). Pour l'énergie, le bâtiment doit être le plus économe possible : utilisation des apports gratuits du soleil, isolation (ici les combles ont été doublés avec du papier déchiqueté), pas de chauffage par dalle chauffante (donc pas de plancher solaire direct !). Pour les peintures, uniquement des peintures à l'eau et avec des produits sans métaux lourds et sans produits volatiles. Idem pour les vernis. Les matériaux évoluent au fur et à mesure d'une part des nouveautés techniques, mais également des études de santé qui mettent en cause certaines molécules.

Le développement de l'habitat sain en Suisse alémanique et en Allemagne est tel que le surcoût de ces choix n'atteint souvent pas 5 % du coût total de l'habitation... alors qu'en France pour le moment, c'est un choix difficile : la plupart des produits sont importés et leur distribution entraîne des surcoûts importants.





Le centre de Baubiologie est essentiellement un centre de documentation. Les mètres d'étagères d'alignent à perte de vue.

Une action au niveau international

Le centre de Baubiologie assure la coordination du Global Network qui fait le même travail au niveau international. Ce réseau est pour le moment développé dans une vingtaine de pays et espère pouvoir regrouper l'ensemble des données sur les matériaux au niveau mondial... La France en est pour le moment pratiquement absente... tout comme la Suisse romande où l'habitat sain est encore une idée peu développée (les documents sont réalisés en allemand et en anglais). Le concept d'habitat sain est en effet surtout présent en Allemagne, en Suisse, en Autriche, en Italie,

dans les pays nordiques et anglo-saxons. En France, la notion d'habitat sain a été reprise sous le nom de géobiologie. Mais les personnes qui se présentent comme géobiologues, en France, n'ont souvent suivi aucune formation, ne sont pas issues de métiers du bâtiment... et les arnaques sont multiples. Cela a donné une mauvaise image de marque alors que les travaux publiés en allemand sont d'une très grande rigueur.

Quelle structure ?

L'association de départ qui gère le centre, anime des colloques, des rencontres et les liens internationaux, fonctionne avec des bénévoles. Elle a, par contre,

créé une société anonyme qui assure la gestion de l'annuaire et de l'ensemble des vérifications que cela nécessite, ainsi que la publication de la revue. Cette société emploie trois personnes, toutes trois architectes. Si l'on regarde les emplois qui dépendent du centre dans les laboratoires d'analyses, ce sont en fait entre 20 et 30 personnes qui travaillent pour cet annuaire et pour la banque de données qui va avec.

**Christian GLASSON
Michel BERNARD**

Contact : *Schweizerischen Institut für Baubiologie, St-Gallerstrasse 28, CH 9230 Flawil, tél : (071) 83 22 55.*

Radioactivité: faibles doses

Coordonné par Perline. Les conséquences biologiques des faibles doses, les connaissances actuelles, les risques, le rayonnement médical, Tchernobyl, les risques d'accident, l'irradiation des aliments, les essais nucléaires, le prix d'un cancer, le tabac, la législation française, le SCPRI. 60 pages 21 x 29,7 cm.



Bon de commande page 39

La liberté de circuler

Un livre de Colin Ward préfacé par René Dumont. Au XXème siècle, la route a détrôné le rail. L'auteur montre dans ce livre comment l'arrivée de l'automobile a conduit à l'apparition d'une société de plus en plus individualiste. Il propose des alternatives pour en finir avec le mythe de l'automobile. 144 pages 14 x 21 cm.



Bon de commande page 39



PETITES PHRASES

«Seulement après que le dernier arbre aura été coupé, Seulement après que la dernière rivière aura été polluée, Seulement après que le dernier poisson aura été pris, Alors, seulement, vous vous rendrez compte que l'argent ne peut être mangé»
Parole indienne.

«La langue universelle a longtemps été le latin, puis le français pendant deux siècles. Mais à partir du XIXème siècle, on va chercher à créer une langue universelle, pratique, pour accompagner le développement du commerce. On en invente des centaines, certaines assez folles, d'autres plutôt bien faites, comme l'espéranto»
Umberto Eco,
Le Progrès, 3 octobre 1994.

VIDEO SUR MURRAY BOOKCHIN

Murray Bookchin est l'une des figures marquantes de l'écologie libertaire (voir le livre publié par Silence : «Quelle écologie radicale ?»). Le groupe «Sabotage» envisage d'aller réaliser une vidéo-interview au printemps 1995. Pour cela, il cherche soit des donateurs, soit des partenaires pour monter un budget. Pour mieux connaître le projet : Sabotage c/o Aktion, Centre culturel libertaire, 1/2 rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

ESPERANTO : COURS GRATUITS

Le Club Espéranto Canavérois organise des cours d'espéranto gratuits en 28 leçons permettant d'acquérir les bases nécessaires à une rencontre internationale en moins d'un an à raison d'une heure de travail

par jour. Les cours se font par correspondance par l'usage de cassettes enregistrées, l'étudiant n'ayant à déboursier que le coût d'une cassette qui fait la navette et les frais postaux. Pour commencer, il suffit d'écrire à : Club Espéranto Canavérois, 8 avenue de la Gare, 94430 Chennevières, tél : (1) 45 94 31 74.

QUE COUTE LA BIO ?

Vous mangez partiellement ou totalement bio. La Coop aux Idées de St-Denis cherche des personnes qui sont prêtes à leur transmettre leur budget nourriture sur une période de trois mois en détaillant bio et non bio et les différentes catégories d'alimentation (boissons, fruits et légumes, céréales et assimilés, pain, viande, plats

préparés, repas au restaurant, autres). Ces données resteront anonymes et permettront de faire une étude pour proposer des solutions pour obtenir une nourriture bio accessible à tous. Prendre contact avec : La Coop, Cité Salvador Allende, Bât 6, appt 323, 93200 Saint-Denis.

36 15 BIO VISA

Pour tout savoir sur la bio, l'UNITRAB, union interprofessionnelle des producteurs, transformateurs et distributeurs de produits bio, lance un serveur minitel : 36 15 Bio Visa.

SUD-OUEST : AGRI BIO ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Depuis deux ans, un groupe

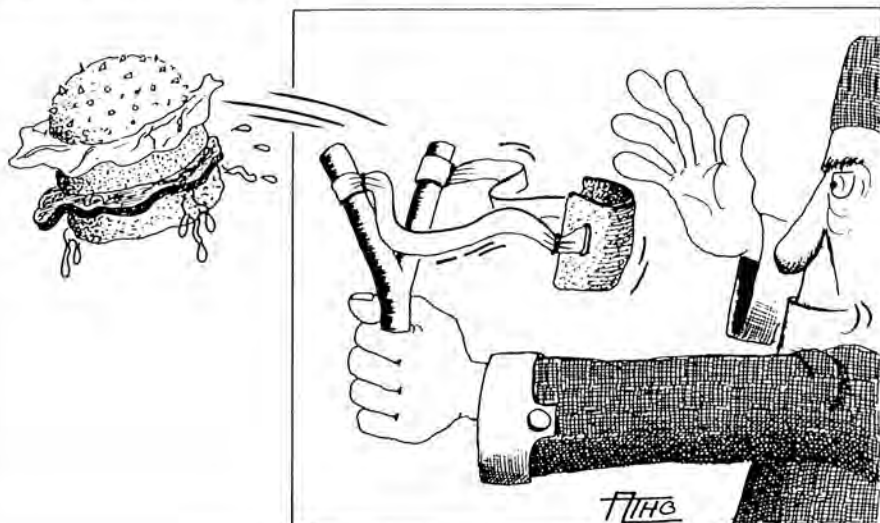
de producteurs bio a essayé de progresser dans la réflexion sur les liens à mettre en place entre le choix de l'agriculture biologique et les questions d'environnement, de développement local et de solidarité. Pour cela, ce groupe cherche à élargir le débat autour d'une nouvelle charte : les produits bio fermiers. Si ce débat vous intéresse : Groupement des fermiers bio du Sud-Ouest, 47130 Bazens.

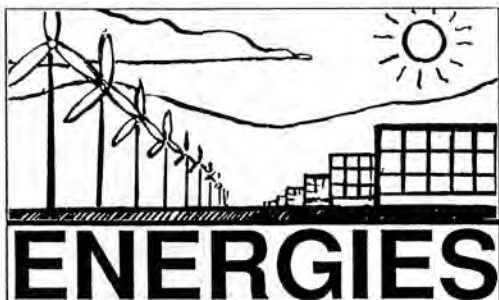
ARDECHE : JARDINS DE L'HELVIE

Situés à la sortie d'Aubenas, au sommet d'une colline, en allant sur Vals, les Jardins de l'Helvie présentent une flore particulièrement riche : plus de 150 espèces de plantes médicinales et aromatiques. Ce domaine de 2,5 hectares a un passé prestigieux puisqu'il existe depuis des siècles, cultivé par des moines pendant longtemps. Il est aujourd'hui menacé par des projets immobiliers. La propriétaire a constitué une association pour le défendre : Les Jardins de l'Helvie, Quartier de la Temple, 07200 Aubenas, tél : 75 35 31 17. (source Arantelle des Cévennes, Automne 94)

3 DECEMBRE : JOURNEE DE L'ANTICONSOMMATION

La campagne anti-consommation lancée depuis Manchester demande à tous les groupes d'organiser le samedi 3 décembre des actions pour marquer la journée mondiale de l'anti-consommation. Principe de base : ne rien acheter ce jour-là et trouver des moyens d'expression originaux pour le faire savoir. Pour en savoir plus : Manchester Anticonsumerism Campaign, 6 Mount str., Manchester M2 5NS, Grande-Bretagne.





PETITES PHRASES

« Presque toute l'énergie commercialisée du monde vient de combustibles fossiles : pétrole, charbon et gaz naturel. Actuellement, on consomme en un an une quantité de combustibles fossiles que la nature a mis environ un million d'années à produire ». Extrait du rapport « Population reports » de la FNUAP, mai 1992.

HOLLANDE : SCENARIO ENERGETIQUE

Les Amis de la Terre de Hollande ont publié un rapport sur ce qu'il en coûterait aux Hollandais si la Planète ne devait pas vivre au-dessus de ses moyens... d'ici 2010. Toutes les études montrent qu'actuellement, nous allons vers une crise énergétique majeure pour le siècle

à venir : le Nord consomme trop et pollue trop, le Sud ne peut que consommer plus et polluer plus. Partant de l'hypothèse que tout le monde à le même droit de polluer, de consommer et de disposer d'espaces sur toute la planète, cela entraînerait la nécessité de diviser la consommation d'énergie par quatre, la quantité d'eau potable passerait de 130 litres à 80 litres par jour et par personne. L'aluminium devrait passer de 10 à 2 kilos par personne et par an. Si globalement, les calculs amènent à une réduction de la consommation de l'ordre de 70 %, cela ne signifie pas forcément une baisse du niveau de vie d'autant. Exemple : si l'on passait des 37 % de recyclage du papier à 70 %

et en modernisant l'ensemble des usines au meilleur niveau actuel, la consommation de papier pourrait rester la même. Une grosse partie du maintien du niveau de vie dépend alors de notre capacité à recycler... Mais ce n'est pas toujours possible : il faudrait prévoir une baisse de la consommation de viande de 70 % et chaque personne ne pourra faire chaque jour, au choix, que 25 km en voiture, 65 km en train ou 10 km en avion... Ce scénario utopique donne une bonne idée de ce vers quoi l'on devrait tendre ! (source Politis magazine, octobre 94)

USA ET ALLEMAGNE : DEVELOPPEMENT EOLIEN

Le gouvernement des Etats-Unis prévoit dans son plan énergétique que les éoliennes produiront 20 % de la consommation d'électricité en 2020. Du côté allemand, le ministère de la recherche a décidé d'apporter son aide à la création de 1000 fermes éoliennes... de quoi remplacer les réacteurs nucléaires vieillissants. En France, rien.

CAP VERT : EOLIENNES

Les îles du Cap Vert sont certainement l'Etat le plus éolien du monde : près de 20 % actuellement de la production électrique... avec seulement 5 éoliennes... mais le pays ne compte que 386 000 habitants ! De nouvelles éoliennes devraient monter le taux d'autonomie à 50 %. (source Tam-Tam août 94)

ALLEMAGNE : PHOTOVOLTAIQUE ET HYDROGENE

L'Allemagne a créé sa première centrale photovoltaïque productrice d'hydrogène à Neunburg vorm Wald, en Bavière, au Nord de Munich. Celle-ci fonctionne depuis 1990. Cette centrale comprend 50 000 m² de panneaux photovoltaïques pour une puissance de 280 kW et une production annuelle de 300 000 kWh. Cette énergie sert à provoquer l'hydrolyse de l'eau en hydrogène et oxygène. Ces deux gaz sont alors conservés sous forme comprimée à 30 bars. Cet hydrogène est testé dans différentes conditions pour se substituer aux pétrole et à ses dérivés. Le premier avantage évident de cette méthode est que l'hydrogène permet de stocker l'énergie solaire. Deuxième avantage, il permet à partir d'une source diffuse d'énergie d'obtenir un vecteur extrêmement concentré et donc utilisable pour des développements industriels. Le projet a coûté 220 millions de francs. En utilisation l'hydrogène et l'oxygène se combinent pour redonner de l'eau. Il n'y a donc pas de pollution de l'air. Inconvénient de la méthode : l'hydrogène est un gaz extrêmement explosif.

Si les industriels espèrent beaucoup de ce procédé, il serait intéressant de faire des bilans énergétique, écologique et financier à comparer avec l'autre moyen de stockage de l'énergie solaire : la biomasse et ses développements : bio-gaz, bio-carburants, bois...



(photo Raymond Forget)

LE DEBAT SUR L'ENERGIE N'A PAS EU LIEU !

Au début de l'automne se sont tenues des réunions régionales à thèmes sur la question de l'énergie. Ces débats font partie du « grand débat sur l'énergie » promis par le gouvernement. Seulement voilà, Superphénix a été redémarré, La Hague et Melox aussi, bref, il ne reste qu'un simple débat d'idées ! La commission énergie des Verts avait bien publié un texte notant en préliminaire les conditions de sa participation au

débat : on peut y lire - entre autres - «pas de redémarrage de Superphénix», mais les réformistes du mouvement ont obtenu de pouvoir aller s'afficher avec les représentants de l'Etat. Greenpeace, qui n'a que faire de ces pirouettes, a appelé au boycott de ces prétendus débats... tout comme la FRAPNA. Les Verts perdent ainsi encore un peu plus de leur crédibilité.

LE RETOUR DES RESSORTS

Alors que nous sommes envahis par les piles dont le recyclage est un vrai casse-tête, une première solution a consisté à les remplacer là où c'était possible par des photopiles. Mais les photopiles elles-mêmes donneront un jour des déchets. La solution ? Pour tous ces objets consommant peu d'énergie, revenir au ressort. Ainsi, en Grande-Bretagne, est commercialisé un appareil de radio avec une manivelle que l'on remonte quand on veut écouter une émission.

BRETAGNE : CENTRALE AU FUMIER DE VOLAILLE (SUITE)

Dans notre numéro de septembre, nous nous faisons l'écho d'un projet de centrale au fumier de volaille qui permettrait aux éleveurs bretons de faire face aux nouvelles normes de pollution. Mais l'ADEME, l'agence pour la maîtrise de l'énergie, est venue mettre un bémol au projet début septembre en affirmant qu'à l'heure actuelle, rien ne permettait de savoir si cette taille d'installation était justifiée, ni quelles en seraient les retombées économiques. Si cette méthode est pratiquée en Angleterre à un niveau moindre, il existe d'autres alternatives comme au Danemark, où de telles combustions sont réalisées en cogénération. L'ADEME pose également le problème d'une liaison avec les usines d'incinération actuelles et signale que ce projet posera les mêmes problèmes que ces usines d'incinération : émission de gaz, cendres toxiques...

VIDEO : ENERGIES RENOUVELABLES, ENERGIES DE LA VIE

Le groupe des Verts au Conseil Régional Midi-Pyrénées, la revue Les Réalités de l'Ecologie et l'association Huit et demi se sont associés pour réaliser une vidéo de 30 mn sur les énergies renouvelables : elle présente des réalisations dans les domaines de la filière bois, de l'huile carburant, du photovoltaïque, de l'habitat bioclimatique, des micro-centrales hydroélectriques, du vent... ainsi que deux exemples de gestion communale en matière d'économies d'énergie à Rochefort (Charente) et Quinçay (Tarn).

La cassette peut être commandée (110 F) à Les Verts, Conseil régional Midi-Pyrénées, 22 av. Maréchal Juin, 31077 Toulouse cédex, tél : 61 33 54 01.



Comme l'incinération des déchets ménagers déplace le problème, cette usine d'incinération des fientes de

volaille ne résoudra pas grand chose. (source : Ouest-France, 2 septembre 1994)

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, extraite de la revue «Le nucléaire détrôné» (voir bon de commande page 39)

LA RÉGULATION PAR THERMOSTAT

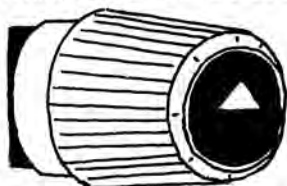
20 technologies pour changer l'énergie



CE confort nous semble désormais naturel. Pourtant, avant la révolution de l'électronique et des automatismes, seuls des mécanismes coûteux et complexes pouvaient nous rendre ce service de confort et d'économie. Le thermostat (une puce de silicium ou un thermocouple électronique) ajuste en permanence le chauffage autour d'une valeur de température que nous lui demandons.

La régulation peut être soit décentrali-

sée (des vannes sur chaque convecteur), soit centralisée (une sonde judicieusement placée dans une pièce d'habitation). Dans le premier cas, c'est une vanne hydraulique qui s'ouvre ou se ferme plus ou moins en fonc-



tion de la température ambiante. Le convecteur du chauffage (radiateur à eau ou convecteur électrique) garde ainsi la température constante. Dans le second cas, la chaudière elle-même se règle, pour anticiper sur la température qu'il va faire.

Par exemple, si le soleil frappe, la chaudière baisse le chauffage et évite de continuer à chauffer la maison, tandis qu'au contraire si le froid descend, la chaudière n'attend pas que tout le monde frissonne : elle anticipe.

LE RAPPORT QUI ACCUSE

Ce rapport signé de R. Bertonneau, chargé de mission pour l'inspection de Superphénix, est daté du 26 mai 1994. Dans une analyse publiée le 27 juin, F. Houtouille, inspecteur de la sûreté pour EDF, reprend ces constatations sur dix pages et on peut en extraire les points suivants :

5 - La planification n'est pas traitée en qualité surveillée, les plannings ne comportent pas toutes les requalifications.
6 - Des risques de non qualité des interventions existent, par la confusion entre les missions de surveillance, contrôle, vérification, par la non élimination systématique des produits et matériaux prohibés, par des règles de

Le document a été difficile à récupérer, mais le fameux rapport interne à EDF sur les défaillances au sein de Superphénix que le Canard enchaîné a très partiellement repris en juillet dernier a été rendu public par les Européens contre Superphénix lors d'une conférence de presse donnée le 4 octobre dernier à Lyon.

«1 - La longueur de l'arrêt et l'importance des travaux ont entraîné la délivrance de dizaines de milliers de consignations qui n'ont pas toutes été traitées.
2 - Le planning journalier et le planning hebdomadaire présentent des flous n'indiquant pas assez précisément les activités de conduite, les priorités, le chaînage et les points bloquants.
3 - Les relations avec les prestataires ne sont pas suffisamment maîtrisées. Les défaillances portent sur le faible nombre et le manque de précision des cahiers des spécifications et clauses techniques, l'absence fréquente des exigences de qualité dans les commandes. Les difficultés proviennent principalement du manque d'anticipation et de l'imprécision des protocoles EDF.
4 - La vision globale des dispositions et moyens particuliers dont certains datent du précédent redémarrage, n'exite pas.

gestion des non-conformités et anomalies appliquées de façon hétérogène et par des retards dans l'analyse des comptes rendus d'intervention.
7 - Les contrôles sur les chantiers ne prennent pas en compte la durée des travaux, certaines phases s'étalent sur plusieurs semaines (voire mois) sans aucun point de contrôle ou de vérification formalisé dans les plans de qualité.
8 - La surveillance des prestataires, provenant des pays constituant NERSA, n'est pas au niveau requis. Il n'existe pas trace de la surveillance des habilitations, ni de lien entre la qualité des prestations et les tests à l'accueil.
9 - La surveillance des travaux des prestataires est insuffisante.
10 - Les prestataires sont informés mais ne sont pas associés aux analyses de risques.
11 - Il n'y a pas d'analyse des risques ni d'exhaustivité des essais. Les cri-

tères vérifiés et les tolérances associées ne sont pas mis en évidence dans les dossiers.

12 - La coordination des opérations de maintenance et d'exploitation n'est pas assurée.

13 - L'écriture des programmes de base de maintenance préventive mobilise la majeure partie du potentiel de l'ingénierie du site, au détriment de la réflexion et de la synthèse.

14 - L'engagement vis à vis de la Direction de la sûreté des installations nucléaires d'écrire les 150 programmes de base de maintenance préventive avant le début 1996, compte tenu des moyens disponibles, n'est pas tenable.

15 - La maîtrise du risque incendie n'est pas suffisante, un incendie mineur peut dégénérer rapidement, cette situation est consécutive à une prévention non prioritaire et une efficacité de la lutte qui n'est pas entièrement garantie.

16 - Les engagements du site sur la politique et les stratégies en cas d'incendie ne sont pas suffisamment explicités. La gestion du risque incendie repose surtout sur le professionnalisme de quelques agents du service sécurité radioprotection. Cette situation est renforcée par l'absence de clarté dans la définition des missions et des responsabilités.

17 - L'importance du risque incendie est due, en partie, au manque de rigueur dans la prise de décision puis dans le respect des dispositions retenues.

18 - Des stockages de produits dans le bâtiment réacteur accroissent notablement les potentiels calorifiques et les moyens de secours incendie mobiles ne sont pas toujours à leurs emplacements.

19 - Les exercices d'évacuation ne portent pas sur toute l'installation, les bâtiments administratifs et le bâtiment réacteur sont ignorés.

20 - L'adéquation entre les moyens sur place et ceux des sapeurs pompiers est inconnue.

21 - L'approche logique de la gestion des accidents ne peut être garantie, par manque de cohérence d'ensemble entre les différents documents.

22 - Les différentes fonctions de l'équipe locale de crise ne sont pas définies avec assez de précision, ce qui risque d'entraîner des improvisations compte tenu du volume prévisible des demandes de renseignement et d'analyse. Le local de l'équipe locale de crise n'est pas dans un état permettant de répondre rapidement aux impératifs de son activation.»

La lecture de ce rapport devrait permettre à Mr Barnier de respecter ses engagements : «si j'avais le moindre doute sur la sécurité, je m'opposerais au redémarrage de Superphénix».



THAILANDE : ABANDON DU NUCLEAIRE

A la suite d'une importante campagne menée par les antinucléaires, le gouvernement thaïlandais a accepté de faire une étude sur la rentabilité économique du programme nucléaire dont la première des six tranches devait commencer à être construite.

Le rapport ayant montré les nombreuses difficultés, le programme a été gelé le 2 juin dernier. Le gouvernement étudie actuellement les possibilités offertes par le gaz naturel, le projet nucléaire étant mis de côté comme dernière option. (source WISE, 24 juin 1994)

EUROPE : MARCHÉ DE BRUXELLES A MOSCOU

La Marche de Bruxelles à Moscou (12 janvier au 12 octobre 1995) sera en France du 16 janvier au 15 février. Elle arrivera de Maubeuge pour rejoindre Paris par Taverny. Après un passage à Saclay, elle ira en direction de Cherbourg en passant par Caen. Si la participation étrangère s'annonce nombreuse, les groupes français ont pour le moment réagi (comme d'habitude !) faiblement. Pour faire connaître la marche, des stands seront tenus à Marjolaine (5 au 13 novembre) et Vivez Nature (9 au 12 novembre). Si vous souhaitez aider, participer... prendre contact avec la coordination pour la France : GSIEN Lyon, 2 place Croix-Paquet 69001 Lyon, fax : 78 28 10 70.

RADIUM : SOUSCRIPTION CRII-RAD

Pour s'équiper d'un analyseur à scintillation liquide

permettant de mesurer les taux de tritium dans l'air, un gaz radioactif actuellement rejeté par les centrales sans aucune contre-expertise, la CRII-Rad a lancé depuis quelque temps une souscription d'un montant de 450 000 F. Début septembre, 290 000 F avaient été réunis. Il reste donc encore 160 000 F à trouver.

Contact : CRII-Rad, 471 av. Victor Hugo, 26000 Valence.

ISERE : RADIOACTIVITE A VIF

La décharge du Serf à Vif présente une radioactivité supérieure à 12,5 curies selon les mesures de la DRIRE, direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, soit un chiffre supérieur à celui fixé par la réglementation concernant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Un collectif s'est mis en place pour demander une étude indépendante sur les risques que présente cette décharge : Comité contre la décharge du Serf de Vif, Vincent Fristot, 8 cours Berriat, 38000 Grenoble.

MEUSE : CONSEIL GENERAL EPINGLE

La chambre régionale des comptes a adressé le 12 août dernier au président du conseil général de la Meuse, Rémy Herment (PR), un rapport sur les dépassements de budget observés pour la construction du nouveau siège du Conseil Général à Bar-le-duc : soit 162 millions de francs contre 40 prévus au départ.

Comment financer ce prix exorbitant ? Le département s'est porté candidat pour recevoir le laboratoire d'enfouissement des déchets !

SUPERPHENIX

• LES MINISTRES ONT PEUR !

Qui a signé les décrets d'autorisation de redémarrage de la centrale ? Bizarrement, ce ne sont pas Michel Barnier et Gérard Longuet, mais André Lacoste, directeur de la sûreté nucléaire « par délégation des ministres de l'environnement et de l'industrie ». C'est précisément l'un des points relevés par les Européens contre Superphénix pour attaquer en Conseil d'Etat la validité de ces décrets : on voit déjà le scénario demain en cas d'accident : « responsables mais pas coupables » et on connaît ainsi le nom du « fusible ».

• DES MILLIERS DE PLAINTES !

Après consultations d'avocats, les Européens contre Superphénix ont publié fin septembre le modèle de lettres que tout le monde peut envoyer au procureur de la république du Tribunal de grande instance le plus proche de chez lui. Cette lettre, s'appuyant sur les dispositions introduites dans le nouveau code pénal à la suite de l'affaire du sang contaminé, porte plainte contre X pour « mise en danger de personnes » et « expérimentation sur des personnes humaines » sans leur consentement. Les Européens contre Superphénix espèrent collecter des milliers de plaintes, et obtenir ainsi de la justice ce qu'ils n'ont pas eu des politiques : que l'on arrête cette machine infernale. Pour recevoir le modèle de la lettre : envoyer une enveloppe timbrée à votre nom à : Les Européens contre Superphénix, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 28 29 22.

• PREMIERS INCIDENTS

Fin août, un premier incident est révélé par le bulletin d'une société de sous-traitance : un détecteur d'hydrogène présent dans les boucles des générateurs de vapeur ne fonctionne plus. La présence d'hydrogène signalerait la présence d'une fuite et la pénétration de l'eau dans le sodium, signe avant-coureur d'une explosion.

Cette panne n'a pas été détectée tout de suite car le voyant qui devait s'allumer sur le tableau de commandes était lui-même en panne !

Le 15 septembre, les autorités de sûreté ont annoncé qu'elles différeraient l'autorisation de montée en puissance à la suite de la détection d'une baisse de la pression d'argon dans l'un des échangeurs. L'argon, gaz inerte, est utilisé pour empêcher le sodium d'entrer au contact de l'air. L'absence d'argon peut entraîner un incendie.

• SUISSE : MULTIPLICATION DES PLAINTES

Le canton de Vaud s'est associé à celui de Genève pour porter plainte contre le conseil d'Etat français. Dix villes suisses ont fait de même. Une requête a été faite au niveau fédéral (c'est-à-dire à l'ensemble de la Suisse) pour que la confédération porte plainte à son tour. Les 21 députés verts n'ont pas été suivis par leurs collègues : le gouvernement Suisse a indiqué le 3 octobre qu'il n'entendait pas engager de poursuites car Superphénix ne pose pas à la population suisse « un risque supérieur à ceux qu'elle accepte communément ».

• ALLEMAGNE : RBK RETICENT

Dans une lettre adressée à la NERSA, la société européenne propriétaire de Superphénix, la société allemande RBK indique qu'elle n'est pas intéressée par la nouvelle orientation donnée au surgénérateur. Ceci pourrait marquer le début d'un désengagement financier alors que cette société détient 16 % du capital.



NORD-SUD

PETITES PHRASES

«Si la population actuelle du monde était réduite à un village de 100 personnes,

- 50 d'entre elles seraient mal nourries,
- 33 n'auraient pas accès à l'eau potable,
- 70 seraient analphabètes,
- une seule aurait reçu une éducation supérieure,
- 58 seraient asiatiques,
- 12 africaines,
- 10 européennes,
- 8 américaines du Sud,
- 5 américaines du nord,
- une australienne ou néo-zélandaise».

Peace Corps, dans «Guide for introducing global education to the classroom».

PESTICIDES : L'EFFET BOOMERANG

Selon un rapport du bureau international du travail, BIT, organisme de l'ONU, paru pendant l'été, l'usage des pesticides provoque chaque année 40 000 morts. Mais alors que 80 % de la production mondiale est utilisée dans les pays du Nord et seulement 20 % dans ceux du Sud, seulement 1 % des morts sont au Nord contre 99 % au Sud. A ces 40 000 morts annuels, il convient d'ajouter entre 3,5 et 5 millions de personnes ayant chaque année des problèmes de santé. Si la première cause de ce décalage entre le Nord et le Sud est l'analphabétisme,

la deuxième est la délocalisation de la production de produits interdits dans le Nord et encore fabriqués et utilisés dans le Sud, comme le célèbre DDT.

BOYCOTT DE NESTLE (SUITE)

Un lecteur s'étonne que le boycott soit ciblé sur le seul Nescafé (voir notre numéro de septembre)... alors que ce produit n'a de toute manière rien d'écologique et qu'on pourrait aussi boycotter les autres marques de ce type de café. Rappelons que nous ne faisons que relayer la campagne de boycott. Celle-ci, animée au niveau international, a choisi de cibler sa campagne sur ce produit car c'est le produit vedette de la marque.

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Le prochain sommet de la francophonie se tiendra à Biarritz du 7 au 9 novembre. Les 14 états africains présents seront là à genoux devant la puissance militaire et économique de la France. Ce sommet représente la poursuite de la politique coloniale. La tenue du Sommet en Pays Basque n'est pas non plus fortuite : cela permettra de déployer 5000 policiers supplémentaires dans une région déjà

fortement pourvue. Une manifestation est organisée par des associations et syndicats basques le 5 novembre. Renseignements : Herriaren Alde, 23 bis Tonneliers karrika, 64100 Baiona, tél : 59 59 06 54.

TOURISME SEXUEL : SUCCES DE LA CAMPAGNE

La campagne lancée au printemps contre le tourisme

sexuel a été un succès. Grâce à la mobilisation de nombreuses personnes qui sont allées discuter dans les agences de tourisme, plus de 1000 agences ont diffusé le dépliant proposé et 500 autres se sont proposées de le faire. Pendant l'été, plus de 300 000 dépliants ont ainsi été diffusés. La campagne devrait se poursuivre l'année prochaine.

Contact : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris.

ACTIONNAIRES : AGIR ICI AU SEIN DES ENTREPRISES

Depuis maintenant deux ans, l'association Agir Ici s'intéresse au fonctionnement des grandes multinationales et sur les possibilités d'intervenir dans leurs assemblées générales sur des questions touchant les relations avec les pays du Sud. Cette étude a permis de révéler que ces grandes sociétés ne s'embêtait pas avec leurs statuts : alors que tout actionnaire doit pouvoir participer aux assemblées générales, la plupart n'envoient aucune convocation et les petits porteurs ne sont donc même pas au courant des dates de réunions. Ainsi, Rhône-Poulenc n'invite que ceux qui ont au moins 150 actions... alors que la privatisation se limitait à 17 actions par personne ! Même méthode chez Elf qui n'invite que ceux qui ont plus de 40 actions. L'intervention, à l'initiative d'Agir Ici, de petits porteurs dans les banques pour demander à être convoqués a provoqué cette année une certaine effervescence, les grandes sociétés n'ayant pas envie de se voir trop questionner sur leurs activités. Comme souvent, une intervention en assemblée générale est conditionnée par la représentation d'un certain pourcentage des actions, Agir Ici cherche donc à regrouper les actionnaires. Pour cela une association a été mise en place : l'ANESE, association nationale des épargnants sensibilisés aux questions éthiques, que l'on peut contacter en écrivant à : ANESE, c/o Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris.

Superphénix, le dossier

Coordonné par Perline et Philippe Brochet. Depuis 1973, la France essaie de développer une filière surgénératrice avec le réacteur nucléaire Superphénix construit à Malville (Isère). Des manifestations des années 70 jusqu'à la marche Malville-Matignon en 94, l'historique et les arguments à opposer à la société du plutonium. 44 pages 21 x 29,7 cm.



Bon de commande page 39

20

SILENCE N° 183 - NOVEMBRE 1994

Paris-Dakar: Pas d'accord

De Michel Bernard, J.M. Fardeau et B. Delpuech. L'histoire d'une course. Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Débats dans les médias. Personnalités. Réactions officielles. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ? Le collectif Pa'Dak. Dessins de Cabu, Plantu, Altho, etc... 36 pages 21 x 29,7 cm



Bon de commande page 39



ENVIRONNEMENT

LIBERONS LES BOITES AUX LETTRES (SUITE)

Certains lecteurs, qui sont passés à l'action après avoir lu l'article paru dans le numéro de septembre 1994, ont eu du mal à faire accepter leur colis de dépliants publicitaires par la poste, celle-ci argumentant que si les lettres sont bien en franchise postale pour le premier ministre, ce n'est pas le cas des paquets. Pour mener cette action, qui rappelons-le consiste à renvoyer la publicité qui arrive dans votre boîte aux lettres au premier Ministre, en lui demandant l'adoption du texte de loi déposé par le député Michel Hannon, n'hésitez pas à écrire plusieurs fois et en envoyant donc des lettres que vous pouvez accompagner de mots du genre «publicité arrivée dans ma boîte aux lettres du tant au tant».

FLEURY-MEROGIS : PRISON A L'AMIANTE

Construite en 1969, la prison de Fleury-Mérogis, en région parisienne, a été équipée d'un plafond à l'amiante. Celui-ci occupe une surface de 40 000 m². Depuis 1976, les syndicats de gardiens de prison demandent que cet amiante soit enlevé. Ce n'est que depuis la fin des années 80 que le bâtiment est progressivement restauré et seulement 10 000 m² ont été nettoyés. Le ministère de la Justice n'accorde des crédits que pour nettoyer 2000 m² par an... Si ce rythme se poursuit, il faudra encore 15 ans pour achever d'enlever l'amiante. En attendant ce sont 1200 surveillants et 4500 détenus qui vivent dans cette ambiance cancérigène. Les syndicats font remarquer que dans le privé, le bâtiment aurait été fermé depuis longtemps. (source : La Vie, 15 septembre 1994)

BOURGOGNE : PAS DE FINANCEMENTS POUR LE CANAL RHIN-RHONE

Le 2 septembre dernier, Thierry Grosjean, au nom du groupe Verts-Entente écologiste proposait un amendement budgétaire demandant que le conseil régional ne finance plus le projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône. L'amendement a été voté, privant la compagnie nationale du Rhône de 5,5 millions de subventions.

HAUTE-LOIRE : CHASSE TOURISTIQUE

Après la mode des golfs, voici celle des «chasses touristiques» qui consiste à fermer un certain périmètre pour y faire un terrain de chasse réservé à des invités payants. Ces projets de chasse s'appellent «touristiques» uniquement pour bénéficier de subventions européennes. Un tel projet est à l'étude à Ramade, dans la Haute-Loire, près d'Aubazat. Ces chasses interdisent le passage des randonneurs, des cyclistes... Problème à Ramade, cela bloquerait aussi des chemins communaux. Une association s'est constituée contre ce projet d'intérêt privé : les Amis de la Ramade, Grezengheon, 43380 Aubazat.

ALLIER : LE LISIER QUI MENACE LA LOIRE

Le groupe irlandais Queally group envisage l'installation de 11 élevages intensifs de porcs dans le centre de la France pour une production de 3000 porcs par semaine et avec la création au total de 28 emplois. Par concurrence, cela supprimera l'équivalent de 140 élevages bretons ! Outre ce problème social, cette production intensive va être

émettrice de lisier en grande quantité, qu'il est prévu d'épandre sur les terres alentour qui toutes sont dans le bassin de la Loire. On connaît déjà les problèmes de nitrates de la Bretagne. Ici le problème va être fatalement encore plus important. La Loire, sauvée des barrages, risque de voir sa faune et sa flore détruites par cette pollution. Une association s'est constituée pour s'opposer à ce projet : l'ADESE, c/o Philippe Levasseur, L'Etang, 03220 Cindre, tél : 70 57 70 52.

MANCHE : GUERRE DU GOLF

En mars dernier, le golf de Bréville entamait des travaux de «restructuration» sur les dunes du littoral, l'un des espaces naturels les plus remarquables du littoral manchois. Après constat d'huissier, les associations de protection de la nature, Manche-Nature et le GRAPE tentaient une action en

référé devant le tribunal de Coutances pour faire cesser les travaux. Le 3 juin, le tribunal reconnaissait l'existence d'un trouble illicite mais refusait de suspendre les travaux. Le recours en appel devant le tribunal de Caen, le 21 juillet est mis en délibéré jusqu'au 6 septembre, date à laquelle les associations obtiennent gain de cause : les travaux sont suspendus, le golf de Bréville est condamné à rembourser les frais de procédure aux associations... mais malheureusement les travaux sont finis ! Les associations ont donc demandé une remise en état des lieux lors d'une nouvelle action en justice... Le jugement devrait être rendu en octobre et en attendant, le golf n'est pas autorisé à fonctionner. Contact : Manche-Nature, Village du Bas, 50200 Brainville.

LOIRE : LA MENACE CLIMATIQUE

La coordination culturelle des CE et la MJC de St-Chamond organise le vendredi 25 novembre à 20 h 15 à l'Espace José Cuadros (MJC), une soirée débat sur le thème de «La menace climatique» avec Yves Lenoir, de l'association «Bulle Bleue». Renseignements : Coordination CE-MJC, 2 A ave nue de la Libération, 42400 St-Chamond, tél : 77 22 74 48.

VALLEE D'ASPE :

• NOUVELLES JOURNEES D'ACTION

Alors que les procès se multiplient contre ceux qui ont eu le courage de bloquer physiquement le chantier, les opposants au tunnel du Somport ne désarment pas et appellent à trois jours de manifestations du 11 au 13 novembre «contre l'occupation militaire de la vallée». Le 13 novembre se tiendra une assemblée générale de la coordination autonome à la Goutte d'Or, gîte d'Eric Pétetin.

• PRO-TUNNEL MIS EN EXAMEN

Pour la première fois depuis de nombreuses années, les forces de l'ordre ont interpellé dix personnes pro-tunnel accusées d'avoir participé à une expédition punitive contre les militants de la Goutte d'Eau. Ils sont accusés d'avoir crevé des pneus, détruit des pare-brise lors d'un rassemblement. Cette inculpation est-elle le signe d'un changement de position du côté des autorités, ou le simple désir de faire croire à un peu de justice ? Qu'attend-on pour inculper les élus qui avaient agressé Antoine Waechter et Jean-Pierre Raffin sous l'œil des caméras de télévision ? On ne les a pas encore identifiés ?

QUELLE EXPRESSION POLITIQUE ?

Les Verts, malgré les dissidences, restent le groupe le plus important avec entre 4 et 5000 adhérents. Fondée en 1984, cette structure est à l'origine la fusion de deux mouvements : la confédération écologiste et le parti éco-

1981 à la suite de la campagne présidentielle de *Brice Lalonde* qui était alors à la tête des Amis de la Terre. Après 1981, les Amis de la Terre se sont restreints au terrain associatif. La naissance des Verts s'est faite à l'époque contre *Brice Lalonde* qui déjà était une girouet-

La montée en puissance des écologistes a provoqué des débats internes et ceux-ci ont débouché sur l'explosion des structures politiques. A ce jour, on ne compte pas moins de onze structures politiques se revendiquant de l'écologie. En voici une rapide présentation.

logiste est lui-même le nouveau nom du MEP, mouvement d'écologie politique qui s'était créé en 1979 autour de personnes comme *Philippe Lebreton, Jean Brière, Antoine Waechter, Solange Fernex...* La confédération écologiste était le résultat du changement d'appellation d'une partie des groupes Amis de la Terre et de différents groupes locaux. On y trouvait des militants comme *Yves Cochet, Jacques Doucet, Didier Anger...* Elle était apparue après

te politique. Jusqu'en 1989, les Verts sont seuls sur la scène politique. Leur montée en puissance entre 1986 et 1989, époque où *Waechter* devient connu sur la scène médiatique, va faire de l'ombre à *Brice Lalonde*, devenu ministre de l'environnement de *Rocard*, son ancien copain d'université. Il crée alors *Génération Ecologie*.

Génération Ecologie est avant tout une machine de guerre créée pour contrer les Verts,

Autour du tout-puissant *Lalonde*, on retrouve des gens comme *François Donzel*, qui amène avec lui les «écologues» du PS, des technocrates en cravate qui vivent l'écologie comme une opportunité politique, *Alain Cabanes*, ancien responsable de l'AFME, proche du PS et surtout toute la clique de *Lalonde* qui le suit depuis la fin des années 70 (*Pierre et Laurent Samuel, Dominique Martin-Ferrari, Cédric Philibert...* tous venus des Amis de la Terre). Cette machine de guerre anti-Verts n'a qu'un but : affadir le message encore radical des Verts. Il reçoit pour cela de nombreux dons en nature de la part des industriels qui ont bien vu le danger que représentent les Verts. Mais c'est sans compter sur la mégalomanie de *Lalonde* qui, plus monarque que jamais, voyant le retour de la droite, va basculer du centre gauche libéral au centre droit libéral.

François Donzel, ne supportant pas la rupture du lien entre *Génération Ecologie* et le PS, quitte le mouvement et crée l'**Aliance pour l'écologie et la démocratie**. Si le PS se refait une santé, ce groupe devrait réintégrer le giron socialiste.

Ecologie Autrement, Ecologie Fraternité, Réseau National des écologistes de ter-

Dominique Voynet, à la tête des Verts Pluriel, elle écartera *Waechter* de la majorité des Verts avec le soutien des ex-juquinistes. Probable candidate des Verts aux élections présidentielles.





Yves Cochet, porte-parole des Verts, même parcours politique que Dominique Voynet.

rain : ces trois groupes sont aussi nés de dissidences au sein de Génération Ecologie. Le premier a quitté Lalonde aux dernières élections européennes pour rejoindre la liste des Verts. Le deuxième mouvement est animé par Yves Piétrasanta, maire de Mèze (près de Montpellier). On retrouve Alain Cabanes dans le troisième groupe. Ces trois groupes ont en commun de vouloir ancrer l'écologie à gauche, d'être des réformistes mous, et d'être proches du PS (en attendant de se rapprocher de Tapie, comme Noël Mamère, si celui-ci continue à tirer les radicaux de gauche ?). Essentiellement des carriéristes politiques qui n'ont pas trouvé de place au moment où le PS a commencé à s'effondrer.

Parallèlement, après l'échec de la candidature Juquin aux présidentielles de 1988, un débat anime les comités de soutien. Certains repartent dans les groupes d'extrême-gauche, d'autres entrent aux Verts, enfin certains essaient de maintenir une structure développant les idées de cette candidature : un équilibre entre la lutte sociale et les questions écologistes. Ce sera l'AREV, **Alternative rouge et verte**, avec des personnes comme Françoise Galland (qui écrit dans Politis) ou Roger Winterhalter (maire de Lutterbach, près de Mulhouse). L'AREV essaiera de rapprocher les Verts de l'extrême-gauche. Si les débats au sein de l'AREV montrent souvent

un blocage «marxiste» vis-à-vis des questions écologistes, il faut reconnaître que c'est de loin le groupe le plus présent sur le terrain avec les Verts.

Une grosse partie des «juquinistes» choisissent néanmoins de rejoindre les Verts après les élections européennes de 1989. L'élection de 9 députés au Parlement Européen va réveiller les appétits électoraux de certains. Parmi les nouveaux arrivants : Pierre Juquin lui-même, Jean-Paul Deléage, son ancien directeur de campagne (et aujourd'hui directeur de la revue Ecologie Politique)... On assiste alors à une nette «marxisation» de la réflexion verte, jusque là plutôt libertaire... et une dérive électoraliste évidente.



Antoine Waechter, mis en minorité chez les Verts, crée son propre mouvement des écologistes indépendants.

Ces entrées provoquent le départ de la frange la plus à droite du mouvement (François Degans, Jacques Doucet) qui crée alors la **Confédération des écologistes indépendants**. Ce mouvement n'a d'indépendant que le nom. Extrêmement minoritaire, il aura des candidatures sur la liste de Villiers aux dernières élections européennes.

Cette entrée d'ex-gauchistes chez les Verts a une autre conséquence : elle fait pencher la majorité dans le camp des opposants à Waechter qui, du coup, ne supportent pas de se retrouver dans l'opposition. Le **Mouvement des**

écologistes indépendants a été créé par quelque 200 anciens Verts (comme Geneviève Andueza ou Gérard Monnier-Besombes). Waechter affiche sa volonté de relancer un mouvement vraiment indépendant sur les bases de ce qui fit la force des Verts dans les années 86 à 89 (ni productivisme de gauche, ni productivisme de droite). Dans son unique livre, il reconnaît dans sa préface la grande influence de Murray Bookchin sur sa pensée (vision de l'écologie la plus proche de Silence), mais son livre remonte à l'avant-présidentielle, c'est-à-dire avant qu'il ne prenne la grosse tête. Dans son discours de Châtelguyon, lors de l'assemblée constituante du mouvement, il affiche «*que l'écologie incarne une forme de rupture avec les volontés libérales et socialistes d'exploitation sans vergogne des ressources*»... mais précise «*C'est un parti à vocation gouvernementale que nous créons*». Le retour à une approche radicale de l'écologie (changer de société, et non changer la société) semble donc purement de forme : le MEI affirme que sa priorité est la formation des élus ! Un vote fait même accepter les dons provenant d'entreprises... au moment où les affaires se multiplient ! Un vote qui augure très mal de l'avenir de ce mouvement.

Andrée Buschmann, ancienne proche de Waechter, a fait un grand virage politique pour se rapprocher de Bernard Tapie. Un arrivisme longtemps caché !





Jacques Doucet, ancien trésorier des Verts, a viré progressivement vers la droite. A créé la Confédération des Ecologistes indépendants proche de De Viliers.

Dernier soubresaut : Jean-Paul Deléage, entraînant avec lui une Andrée Buchmann de plus en plus centriste, rejoint Noël Mamère, élu député européen sur la liste de Tapie, pour créer les **Convergences Ecologie Solidarité** qui devraient être le côté écolo du célèbre président populiste de l'OM. Ce sera le rassemblement des plus opportunistes.

Enfin, pour mémoire, Les «**Nouveaux écologistes**», soi-disant amis des animaux - porte-parole, Manovelli, ancien élu sous l'étiquette «Marseille-Sécurité» - est le mouvement le plus à droite. Il existe toujours officiellement, mais il se débat actuellement avec la justice car son financement est plus qu'obscur.

Perspectives

Alors que l'on s'approche du choix des candidats aux élections présidentielles, on peut s'attendre à au moins deux candidatures. La première candidature, autour des Verts, sera très probablement *Dominique Voynet*. Elle pourrait bénéficier du soutien de l'AREV et peut-être de certains groupes dissidents de Génération Ecologie. La deuxième candidature pourrait tourner autour d'un candidat proche d'*Antoine Waechter*...

avec le soutien de *Brice Lalonde*. Mais *Waechter* pourra-t-il s'affirmer longtemps indépendant en flirtant avec un *Lalonde* qui se revendique ouvertement comme libéral et est financé par l'industrie ? *Lalonde* a-t-il encore assez de troupes pour faire bande à part ? Pour présenter un candidat aux élections présidentielles, il faut avoir le parrainage de 500 élus. Vu l'implantation des différents mouvements, il ne semble pas possible que l'on assiste à d'autres candidatures : les autres groupes se rattachent soit à ces deux candidats soit à un candidat non-écologiste.

Comme on le voit dans cette présentation, tout le débat de l'écologie politique se concentre sur les enjeux électoraux. Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord le manque de maturité politique de la plupart des militants écologistes qui se trouvent embarqués dans cette logique sans aucun recul sur ce que signifie se présenter aux élections. Ensuite, le poids des élus actuels (près de deux cents conseillers régionaux et quelques maires) qui vivent de leur mandat électoral et n'ont d'autres soucis que de se garder la place au chaud. Enfin, les enjeux financiers : la loi sur le financement des partis politiques prévoit une aide proportionnelle aux résultats faits aux élections... dans ce contexte, une structure politique qui se présente aux élections a évidemment beaucoup

plus de moyens qu'une structure qui serait plus radicale.

Si l'on reprend l'histoire du mouvement, force est de constater que depuis l'époque héroïque des Amis de la Terre et des groupes indépendants des années 70 jusqu'à maintenant, on assiste à un appauvrissement permanent de la réflexion écologiste en France. Ce n'était pourtant pas inéluctable. Si les Grünen ont fait un parcours similaire aux Verts en Allemagne en devenant de plus en plus «réalistes», l'importance du milieu associatif, des initiatives alternatives, des laboratoires indépendants, de la presse différente... ont su maintenir les positions plus «radicales». A nous de favoriser au maximum les réseaux horizontaux entre les initiatives françaises pour pouvoir nous mettre à l'abri des actuelles tempêtes de pouvoir.

Francis VERGIER

Quelques contacts :

- **Les Verts**, 107 av. Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.
- **Génération Ecologie**, 3 rue Roquepine, 75008 Paris, tél : (1) 44 94 30 00
- **Alternative rouge et verte**, 40 rue de Malte, 75011 Paris, tél : (1) 43 57 44 80.
- **Le Mouvement des écologistes indépendants**, 82 rue Joseph de Maistre, 75018 Paris.

Pour que demain soit

De Serge Mongeau. L'écologie sociale en action : le récit de multiples initiatives pour montrer qu'il n'est pas besoin d'attendre une hypothétique prise de pouvoir. Comparaison entre les pratiques des groupes écologistes québécois. De quoi vous donner envie d'agir à la base.

190 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 39



L'écosophie

De Serge Mongeau. Peut-on envisager un avenir à l'humanité sans respecter d'abord la sagesse de la nature ? Un tour des critères éthiques mis en avant par les écologistes de différentes écoles de pensée... à comparer aux pratiques de chacun, ce que l'auteur n'hésite pas à considérer comme primordial. 150 pages 15 x 21 cm.

Bon de commande page 39





POLITIQUE

TURQUIE : LIBERTE POUR LES DEMOCRATES KURDES

Accusés d'agir contre l'intégrité territoriale, les six derniers députés kurdes du parlement turc passent en procès depuis le 7 septembre dernier. Ils sont menacés de la peine capitale... pour avoir accepté de jouer la

carte du dialogue et pour essayer de stopper dans l'Est du pays une guerre que le gouvernement turc fait tout pour ne pas voir. Ces députés ont toujours mené des actions pour la reconnaissance du peuple kurde de manière pacifique : discours à la tribune de l'assemblée, articles de journaux, interventions à l'étranger, appels à la paix et au

dialogue et même grève de la faim. Ces députés demandent la fraternité entre Kurdes et Turcs. Une campagne de lettres adressées à la première ministre turque a été lancée pour demander le respect de la démocratie, le droit à l'opposition, la libération des six députés. Contact : comité national de solidarité avec le peuple kurde, 4 A rue de Tourne Bride, 27200 Vernon.

PALESTINE : VOYAGE DE L'AMITIE

L'association médicale France-Palestine organise du 22 au 29 décembre un voyage en Palestine à l'occasion du 20ème anniversaire de la création de l'association. Le

logement s'effectuera à Jérusalem d'où des départs en cars permettront de visiter la Cisjordanie et de rencontrer plusieurs associations palestiniennes. Une nuit à Gaza est prévue. Pour en savoir plus : AMFP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : (1) 43 72 15 79.

ASSEMBLEE GENERALE DES VERTS

L'assemblée générale des Verts se tiendra du 11 au 13 novembre à Charleville-Mézières... qui est plus connu pour son festival mondial de marionnettes. Enfin, l'un n'exclut pas l'autre ! Programme et inscriptions : Les Verts, 107 av. Parmentier, 75011 Paris, tél : (1) 43 55 10 01.

HAÏTI : CAMPAGNE POUR LA DEMOCRATIE

De multiples associations ont décidé de se mobiliser pour soutenir le retour à la démocratie en Haïti : groupes chrétiens, pacifistes, non-violents, droits de l'homme, tiers-mondistes... Elles demandent d'écrire aux députés, au premier ministre et... au Nonce apostolique (le Vatican étant le seul Etat à avoir maintenu ses liens diplomatiques avec les putschistes !). Cela prend la forme de trois cartes postales que l'on peut obtenir jusqu'au 15 novembre auprès de : Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris.

H a ï t i :



Après les élections sanglantes de novembre 1987 (photo - D.R.) et le coup d'Etat de 1991, le peuple haïtien vit dans la terreur.

EN HAÏTI, LA CHASSE AUX CITOYENS RESTE OUVERTE



SOCIETE

SUISSE : CONTRE LE RACISME

La Suisse avait une particularité : au nom de la liberté d'expression, elle ne possédait aucune loi contre le racisme. Par votation, le 25 septembre, les Suisses ont fait passer, à seulement 54,6 % des 45,3 % de votants, une loi qui devrait permettre à la Suisse de rejoindre les 137 autres pays ayant signé la convention des Nations Unies contre la discrimination raciale. A signaler qu'en Europe, tous les Etats ont signé sauf le Liechtenstein, Monaco, Andorre... et le Vatican !

CONTRE L'HORMONE DE CROISSANCE LAITIÈRE

Plus de cent organisations de paysans, de consommateurs et d'écologistes relancent la campagne contre l'utilisation de l'hormone de croissance BST (ou somatotropine bovine). L'utilisation

de cette hormone est actuellement l'objet d'un moratoire obtenu à la suite d'une première campagne et qui doit se terminer au 31 décembre. La campagne demande l'interdiction définitive de ce produit. Les entreprises pharmaceutiques font le forcing pour pouvoir le vendre... alors que rien ne nécessite d'augmenter les productions laitières des vaches. L'Europe est largement excédentaire en lait et l'intensification de l'élevage pose de multiples problèmes :

- les consommateurs demandent du lait naturel,
- les vaches produisent de moins en moins longtemps et ont de plus en plus de maladies,
- les risques pour la santé ne sont pas exclus,
- cela augmenterait les disparités entre les petits paysans et les éleveurs industriels.

Pour connaître les actions à venir : Alliance paysans-écologistes-consommateurs, BP 761, 75827 Paris cédex 17, tél : (1) 42 67 04 11.

BAZAR SANS FRONTIERES

Après avoir voyagé dans le tiers-monde, Georges Dutreuil revient persuadé qu'il faut d'abord s'occuper de lutter contre les inégalités sociales et que cela peut passer par la lutte contre le gaspillage. Pour financer ses voyages, il développe une activité de brocanteur sur les marchés. Il récupère des meubles jetés, apprend à les restaurer, et les revend. Pendant

difficulté qui y sont accueillies deviennent des compagnons, mais sans grand espoir de s'en sortir.

Recyclage, réinsertion, solidarité Nord-Sud

Il préfère avoir une démarche de réinsertion plus marquée et choisit de créer une structure qui puisse permettre aux personnes en difficulté d'acquérir une

En récupérant de vieux meubles, de vieux vélos, de vieux appareils électroménagers, Bazar sans Frontières a créé à Annecy plusieurs ateliers de remise en état (ébénisterie, mécanique, électronique) qui permettent à des personnes en difficulté de se réinsérer avec un certain succès. L'opération étant bénéficiaire, l'argent est alloué à des projets de solidarité Nord-Sud.

une période, c'est une activité relativement facile. Cette activité commerciale le lasse assez vite. Un de ses amis lui parle des communautés Emmaüs de l'Abbé Pierre et lui demande pourquoi il n'en fait pas autant. L'aspect communautaire ne lui plaît guère : les personnes en

formation, de réapprendre à vivre en société, avec l'espoir d'enfin trouver un emploi. En 1987, il démarre seul une première expérience de «Bazar sans Frontières» à Avignon pour montrer qu'il y avait un potentiel économique. Il travaille en relation avec le groupe

local d'AICF, action internationale contre la faim. Mais les difficultés d'approvisionnement se font vite sentir : avec la crise, les gens gaspillent moins. Il est alors obligé d'organiser des tournées de poubelles jusqu'en Suisse. Pendant les six premiers mois, il collecte, rien qu'en Suisse, dix semi-remorques de meubles. Ce gaspillage incroyable provient du statut de ville internationale de Genève. De nombreux fonctionnaires sont mutés à l'autre bout du monde et cela leur coûte moins cher de tout abandonner sur place et de racheter que de payer un déménagement. «Bazar sans Frontières» récupère ainsi des meubles qui n'ont souvent que quelques années et qui sont encore en très bon état. Ce constat le conduit alors à changer de lieu et à venir s'installer à Annecy, en 1989.

Si le groupe d'Avignon poursuit ses activités, c'est une nouvelle association qui démarre. A Annecy, le groupe local d'AICF ne suit pas l'initiative. Il semble que l'association entreprise-réinsertion-aide au développement fasse peur à certains. D'un autre côté, Georges Dutreuil a été déçu du fonctionnement intérieur de certaines organisations qui passent une énergie folle dans leur propre administration et dans la recherche de finances auprès des institutions publiques ou avec des techniques de marketing, sans parler parfois de l'aspect prosélytisme religieux. Les relations avec les groupes sur Annecy sont plus simples : le conseil d'administration de «Bazar sans Frontières» est entièrement composé de retraités provenant du secteur social et associatif. Le président est ainsi un médecin militant au Secours Catholique, le vice-président est un ancien travailleur social... Chaque année, en fonction du bilan et des demandes de financement reçues, des dons ou des prêts sont accordés. L'association locale avec qui les rapports sont les plus suivis est le CCFD, comité catholique contre la faim et pour le développement. Autres partenaires : Solidarité-Tiers-Monde, Friends of All (en Inde), et une multitude de petits groupes

locaux qui ne travaillent souvent que sur le suivi d'un seul projet.

Pour démarrer, le groupe sur Annecy ne dispose que d'un petit stock de meubles récupérés dans des déchetteries, d'un véhicule utilitaire, d'un emprunt bancaire de 40 000 F et de 30 000 F de prêts conviviaux. Cela permet de louer l'espace actuel, au départ des entrepôts en très mauvais état.

Une fois la structure créée et les locaux installés, les services sociaux de la mairie ont accepté de jouer le jeu et ont débloqué 50 000 F. Le Conseil général de Haute-Savoie, dans la foulée, a accordé une subvention de 100 000 F. La Direction du travail a alors suivi en accordant la possibilité de prendre des RMistes et des personnes en difficulté sous forme de contrat-emploi-solidarité. Toutes ces démarches ont pris presque une année, le travail étant, pendant ce temps, assuré bénévolement par les administrateurs et Georges Dutreuil. Il a fallu un article de présentation en première page du journal alternatif local «Le Journal» pour que les élus débloquent toutes ces aides.

L'équipe de Bazar sans frontières

Cet argent étant enfin disponible, Georges Dutreuil est embauché comme directeur. Très rapidement, une assistante sociale, Anne-Marie Amphyon est également embauchée à plein temps. C'est elle qui gère l'accueil, le suivi et la recherche d'emplois des personnes en réinsertion. Le troisième poste créé sera celui de chef d'atelier pour l'ébénisterie. Ce poste est le plus productif, puisqu'à partir de déchets, il refait des meubles de qualité. Le développement de l'atelier a très vite permis la pérennisation d'un poste de chauffeur. Celui-ci organise ses tournées en fonction des demandes de débarras et des demandes de livraisons. Il est accompagné actuellement par deux personnes en réinsertion. Ce poste professionnel est vite apparu comme une nécessité car le déménagement nécessite une certaine connais-



ce pour ne pas abîmer les meubles. C'est ensuite un électromécanicien qui est embauché pour la remise en état des frigos, des machines à laver, des télé (ces dernières se revendent mal, les gens préférant avoir le dernier cri !)... Enfin, une secrétaire comptable. Actuellement, deux contrats de retour à l'emploi sont en cours pour permettre la création de deux postes de vendeur. Et trois autres contrats de réinsertion seront à terme transformés en contrats à durée indéterminée pour renforcer les ateliers de restauration. Au total, en cinq ans, on en est donc à dix emplois, dont quatre sont des réinsertions internes.

Au niveau des salaires, existe une hiérarchie toute relative puisque les salaires sont de 10 400 F pour le directeur et de 9300 F pour l'assistante sociale et les chefs d'ateliers. Par contre les salaires des CES sont malheureusement extrêmement bas mais fixés et payés par l'Etat (2400 F pour un mi-temps).

La réinsertion sociale

A ces postes fixes, il faut ajouter l'emploi sous forme de contrat-emploi-solidarité (CES) de nombreuses personnes (jusqu'à une vingtaine) qui sont venues demander à travailler là. Elles ont entendu parler du lieu soit par le bouche-à-oreille, soit par les services sociaux de la mairie, les foyers d'accueil, la juge d'application des peines... Les personnes

accueillies sont des cas lourds : sortants de prisons, toxicos, handicapés mentaux en hôpital de nuit, SDF...

Anne-Marie Amphyon, l'assistante sociale, ne chôme pas. Tout d'abord, elle accepte de recevoir toute personne qui en fait la demande. Un entretien d'embauche se fait en deux fois. Une première partie consiste à cerner la situation de la personne (logement, revenu, contrat de travail possible...). A la fin du premier entretien, il lui est demandé de reprendre contact à une certaine date. Si elle reprend contact correctement, c'est déjà un signe de sa bonne volonté et généralement elle est prise à l'essai. Cette procédure est un premier filtre. Une réunion générale tous les quinze jours, avec les chefs d'ateliers, permet pour chaque personne retenue, de trouver un poste qui correspond au niveau de responsabilités qu'elle peut prendre. Cela n'empêche pas des départs dans les premiers jours (presque une personne sur deux !)

Après, Anne-Marie Amphyon doit souvent s'occuper de régulariser les situations à l'extérieur, de chercher des formations et si possible un emploi... Mais pour les plus de 50 ans et les handicapés, c'est mission impossible. En règle générale, il est quand même possible de trouver une sortie honorable. Seules deux personnes se sont retrouvées avec rien à la fin de leur passage à Bazar sans Frontières.

Pour essayer de provoquer le déclic chez ces personnes

souvent totalement désocialisées, Bazar sans Frontières exige une chose : la ponctualité. Il n'y a aucun critère de productivité. Si la personne a besoin de discuter, d'aller à son rythme, c'est possible... mais elle doit être là. Il existe quelques «frontières» : le vol, l'alcoolisme, la drogue... sont des motifs de licenciement. Il y a relativement peu de problèmes : quelques engueulades parfois, mais pas d'actes violents. Par contre, il y a assez peu de femmes. Non pas que les activités soient masculines, mais elles sont assez peu nombreuses à se présenter. Il y a actuellement une femme qui assure la vente, mais c'est tout.

Les ateliers de récupération

Les locaux font actuellement 1500 m² dont un tiers en magasin et deux tiers en ateliers.

L'atelier d'ébénisterie est alimenté essentiellement par le débarras des gens qui déménagent à Genève et des récupérations sur les déchetteries. Le passage de la frontière avec des camions pleins



Des meubles d'occasion de qualité symboles de notre société de gaspillage.

de meubles a été l'occasion d'après discussions avec les douaniers, les Suisses voulant récupérer l'équivalent de la TVA sur les valeurs transportées... mais tant que les meubles n'ont pas été restaurés, ils ne sont que des déchets qui officiellement ne valent rien... et un pourcentage de rien, ce n'est pas grand chose. L'affaire a nécessité l'intervention du maire de la ville, Bernard Bosson, qui en tant que ministre a fini par faire s'arranger les choses... mais une somme doit bien être laissée à la douane à chaque passage !

Pour l'atelier d'électroménager, un accord a été passé avec le service après-vente du magasin Darty local. Celui-ci a déjà créé des structures d'insertion dans certaines villes où sont retraitées les reprises. Il existe de ces structures à Paris, Strasbourg, Marseille et L'île d'Abeau (près de Lyon). L'existence de ces ateliers étant connue, il a été possible de s'entendre avec le magasin local... ce qui suppose quand même de passer au magasin tous les matins. Il passe 10 tonnes par mois d'électroménager dans l'atelier. Ces produits non réparables sont démontés et toutes les pièces pouvant être recyclées sont mises de côté, le reste partant chez un ferrailleur. Ces pièces servent à compléter et réparer des appareils trouvés par ailleurs.

Un troisième atelier fonctionne de manière saisonnière : en

été, il retape et revend des vélos d'occasion, des mobylettes et des appareils de jardinage (tondeuses à gazon...). En hiver, il retape et revend du matériel de ski d'occasion. Les trois quarts des vélos sont récupérés dans les poubelles, essentiellement à Genève ; plus de 50 % du matériel de ski également. Le reste provient des appels des gens qui veulent s'en débarrasser.

Le magasin est ouvert au public 4 demi-journées par semaine. Dans le magasin, en plus de ce qui sort des ateliers, on trouve un incroyable bric-à-brac : vaisselle, livres, vêtements... La clientèle est très variée. Les populations immigrées se meublent beaucoup en occasion et viennent acheter de l'utilitaire : vaisselle, électroménager, télévision... Il y a une clientèle militante. Il y a des pauvres, des riches... Il y a même des antiquaires qui viennent repérer les bonnes affaires. Il faut dire, à ce sujet, que si l'entreprise est bénéficiaire, c'est essentiellement dû au savoir-faire de Georges Dutreuil dans le domaine de la brocante. Au début, il pensait qu'il fallait mettre des petits prix sur tout, mais les antiquaires pillaient le stock et revendaient ensuite trois à quatre fois plus cher. Maintenant, tout est estimé et plus un objet s'éloigne de l'utilitaire, plus son prix approche celui du marché. On trouve ainsi des meubles de grande beauté à 5000 F... soit au même prix que chez un antiquaire, mais

Dès l'entrée, un grand bric-à-brac



la destination de l'argent n'est pas la même. Cela permet de tirer les prix sur le matériel utile et même d'offrir des lots pour des campagnes particulières des associations caritatives. Une pancarte annonce au-dessus de la caisse : «le vendeur n'est pas autorisé à négocier les prix» pour éviter les marchandages.

Cette structure s'avère aujourd'hui insuffisante et l'achat d'autres locaux est envisagé. Pour cela une réserve financière a été prévue année après année pour pouvoir faire cet achat.

Quelques projets financés par cette action

En 1993, les ventes dépassent les 2 600 000 F. A cette entrée d'argent, il faut ajouter des subventions (environ 110 000 F) et les cotisations (1600 F). Une partie des salaires de réinsertion sont pris en charge par les collectivités. Le résultat de l'exercice 1993 laisse un bénéfice de 450 000 F. Sur cette somme, 400 000 F ont été mis de côté pour acheter des locaux avant la fin 1994, fin du bail actuel. Avec les réserves mises de côté les années précédentes, cela permet de disposer de 1 500 000 F, de quoi négocier avec une banque un emprunt de 3 000 000 F pour l'achat d'un local de 2500 m². L'exercice 1993 a laissé 50 000 F auxquels s'ajoutent 10 000 F d'intérêts bancaires, soit 60 000 F qui ont été reversés à différentes associations : CCFD, Secours Catholique, Friends of All... Cela a aidé à des réalisations en pisciculture au Mexique, d'irrigation au Vietnam, de construction d'écoles en Inde...

Cela reste symbolique mais si toutes les entreprises donnaient 10 % de leur résultat pour des projets de solidarité, cela représenterait une somme énorme. A côté de cela, les dons en nature faits en cours d'année sont estimés à la même somme. Ainsi, il a été donné des machines à coudre à pied pour un village du Burkina Faso, des chaises roulantes pour des handicapés, des livres pour des écoles, des verres de lunettes... Il y



L'atelier de réparation de l'électroménager.

a une multitude de réseaux qui collectent ainsi des produits très spécialisés. Ces produits sont soigneusement mis de côté lors des tournées faites en Suisse.

L'avance de trésorerie a permis également de faire des prêts. En 1993, il a été prêté, par exemple, 10 000 F au Cun du Larzac.

Une expérience à développer

Si la ville de Genève est un énorme réservoir de meubles, il est quand même possible d'envisager de tels projets dans d'autres agglomérations. Mais ce qui fait le succès de Bazar sans Frontières repose en grande partie sur les

bonnes connaissances de la brocante de Georges Dutreuil. Il y a sans doute d'autres ateliers de récupération possibles. Ainsi, au départ, c'est un militant local qui a proposé le recyclage des cycles... Georges Dutreuil était assez sceptique. Or, à l'usage, cela marche très bien.

Ce type d'action liant lutte contre le gaspillage, réinsertion, et solidarité Nord-Sud, permet de poser au client une question vitale : dans quel type de société vivons-nous ?

Michel BERNARD

Contact : *Bazar sans frontières, 1 avenue des trois fontaines, 74600 Annecy-Seynod, tél : 50 51 83 77.*



GUERRES OUBLIÉES

Si l'on parle du Burundi, de la Bosnie ou du Rwanda, de nombreux autres conflits meurtriers ne trouvent leur place dans les médias qu'à l'occasion d'un creux journalistique.

Le continent africain est champion toutes catégories avec l'Afrique du Sud, le Soudan, le Zaïre où les troupes de Mobutu ont fait des milliers de morts depuis 1990, l'Angola où depuis 16 ans la guerre civile fait rage, le Liberia, le Mozambique, la Somalie et le Tchad sont toujours susceptibles d'exploser à tout moment.

Au Pérou, 25 000 morts depuis les années 80, 20 000 en Colombie depuis 86. Guatemala, Salvador et Mexique ne sont pas en reste. Les reclus sociaux sont assassinés au Brésil et en Colombie.

L'Asie n'est pas épargnée, en Indonésie plus de 7 000 victimes, et le Timor Oriental paie de vies humaines son désir d'indépendance. Contrairement à Israël, ou l'Algérie, le Sri Lanka, le Myanmar, les Philippines, l'Inde ou l'Afghanistan ne font pas la une des journaux, mais les guerres n'y ont jamais cessé.

L'Irak n'a jamais arrêté la répression, le Sahara est à la limite de l'explosion et les Kurdes de Turquie ne connaissent pas la paix.

(source Intégral N°176, août 1994)

L'EGLISE ET LA VIOLENCE DES ARMES

Comment ne pas s'étonner du fait que l'Eglise accepte de fait l'armement nucléaire ? C'est cette question qu'aborde la revue Visages, revue chrétienne. Un ensemble de documents accablants pour l'Eglise catholique... mais la revue pourrait aller plus loin : comment les religions sont-elles devenues facteurs de guerre ? Contact : Visages, 11 rue Molière, 69006 Lyon (le numéro 30 F).

PANAMA : ABOLITION DE L'ARMÉE

L'Assemblée nationale du Panama a adopté, mardi 4 octobre, à une forte majorité, un amendement de la Constitution de 1972, permettant l'abolition de l'armée nationale. Le Panama est ainsi le second pays d'Amérique centrale après le Costa-Rica, à interdire à ses dirigeants de lever des forces armées. Une nouvelle loi prévoit l'entraînement de forces de police pour la défense du pays en cas d'agression étrangère. (Source : Le Monde du 7/10/94)

SUISSE : DESARMEMENT ORIGINAL

L'armée suisse vient de supprimer son service de liaisons par pigeons-voyageurs qui existait depuis 1917. Ce sont 7000 oiseaux qui sont ainsi rendus à la vie civile. Les 266 militaires qui s'en occupaient seront réaffectés dans les services de transmissions. L'économie réalisée est de 240 000 francs français par an.

CALENDRIER : LA FIN DE L'APARTHEID

La revue Non-Violence Actualité a choisi pour thème de son calendrier 1995 «Afrique du Sud : la fin de l'Apartheid» illustré de photos d'un reportage de Stéphane Jean-Baptiste réalisé en avril dernier. Le calendrier s'ouvre par une chronologie de l'histoire du pays depuis 1652. Ce calendrier peut être commandé au prix de 50 F port compris à NVA, BP241, 45202 Montargis cédex, tél : 38 93 67 22.

RWANDA

• COMPLICITÉ DE LA FRANCE

Selon une enquête publiée par la commission africaine des droits de l'homme, la collaboration militaire de la France avec la dictature en place au Rwanda s'est poursuivie activement (aide militaire, matérielle...) au moins jusqu'en juin et peut-être même début juillet 94. Ceci en dépit de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU. Rappelons que l'essentiel des massacres (on parle toujours de 500 000 morts) est le fait de ce gouvernement entre la mi-avril et début juin.

• MITTERRAND ET LA DROGUE

Les fils de Mitterrand, Jean-Christophe et Jean-Pierre, sont de vaillants hommes d'affaires en Afrique. L'amitié entre Mitterrand et l'ancien président du Rwanda, Juvénal Habyarimana, était bien connue. Tout aussi connu, le mode de financement du parti au pouvoir : la culture du cannabis. Ceci explique les pancartes qui sont apparues dans une manifestation à Kigali, en août 94, accusant Jean-Christophe Mitterrand d'être un marchand de drogues. Selon une enquête reprise dans la presse belge, un des rôles de l'armée française au Rwanda a été de détruire ces cultures et les installations qui vont avec pour éviter que cela se sache en métropole. (source : BILLETS D'AFRIQUE, septembre 1994)

• GUERRE FRANCO-AMERICAINE AVEC LA BENEDICTION DES ISLAMISTES

L'arrestation de Carlos résulterait d'accords passés en Charles Pasqua et le gouvernement intégriste de Kartoum (Soudan). La France aurait laissé passer

les troupes soudanaises par le territoire centrafricain pour pouvoir prendre la guérilla du sud du pays en tenaille... Or cette guérilla est soutenue par les Américains tout comme le FPR rwandais. En échange, les Soudanais auraient aidé à faire accepter aux Musulmans l'intervention de la France au Rwanda, en la présentant comme une lutte contre l'invasion américaine. Carlos ne serait qu'une cerise sur le gâteau. (source : Libération, 16 août 1994).

• ONG ET CHARGE DE COMMUNICATION

Des centaines d'organisations non-gouvernementales se sont retrouvées sur le terrain à Goma, dans le plus grand centre de réfugiés du monde. Comme le financement des équipes dépend de deux sources de financement : les dons des particuliers et les subventions d'organismes internationaux, il est important pour les ONG de pouvoir prouver la valeur de leur travail. Ces ONG travaillent aujourd'hui avec des professionnels des relations publiques. Un article de «The Independent» (Grande-Bretagne) décrit assez bien les conséquences de cette autopromotion : tous les véhicules sont couverts de grands autocollants pour bien être vus lors des passages à l'antenne (le Paris-Dakar n'est plus très loin), les porte-parole des groupes rivalisent de petites phrases auprès des journalistes et l'on a assisté à une inflation de l'information : c'était à qui donnerait l'information la plus alarmiste. Alors que les enfants mouraient de faim, la première action de certains groupes a été de distribuer des tee-shirts et des autocollants à leur effigie ! La dérive vers l'escroquerie des donateurs n'est plus très loin. (source : Courrier International, 15 au 21 septembre 1994).

YOUGOSLAVIE

• MI-TEMPS SERBE-BOSNIAQUE ?

Comment expliquer l'acceptation par Milosevic de l'accord de découpage de la Bosnie proposé par l'ONU ? Ce plan propose en effet aux Serbes de libérer la moitié des terrains conquis depuis le début de la guerre ? Les observateurs avancent la lassitude du peuple serbe qui doit faire face à un embargo de plus en plus sévère et aux désordres que provoque la guerre en Serbie (avec le développement d'un marché noir qui ne profite qu'à quelques seigneurs de la guerre). Les élections de 1993 avaient déjà montré un effritement des forces nationalistes d'extrême-droite. Milosevic semble donc vouloir accepter ce retrait de peur que la guerre ne finisse par se retourner contre les Serbes : les Américains menaçant de fournir des armes aux Bosniaques. Ceci expliquerait le ton dur employé depuis l'été contre les Serbes de Bosnie, même si l'embargo annoncé n'est que de pure forme : 135 observateurs internationaux doivent contrôler 600 points de passage ! : Le risque est maintenant que les Bosniaques, voyant les Serbes fléchir, essaient de mener une contre-offensive en tentant d'avoir le soutien de l'ONU. De nombreuses escarmouches autour de Sarajevo semblent n'avoir d'autres buts que de tester les réactions internationales. Le pluriethnisme jusqu'alors maintenu côté bosniaque pourrait faire les frais d'une reprise de la violence et les forces démocratiques laïques semblent bien trop faibles pour empêcher cela. Plutôt que de lever l'embargo sur les armes côté bosniaque, la diplomatie internationale devrait essayer de favoriser le dialogue pour éviter une contre-offensive aussi longue et meurtrière que la première partie de la guerre.

• KOSOVO, PROCHAIN CONFLIT ?

Les organisations internationales de lutte contre le trafic de drogue ont mis en évidence un important réseau entre les trois pays albanais : l'Albanie, le Kosovo et la Macédoine. Le 18 mai dernier, la police italienne a ainsi démantelé un réseau turco-albanais en saisissant 40 kilos d'héroïne. Ce trafic servirait à acheter des armes en vue d'obtenir l'indépendance et la réunification de ces trois pays. Alors que les Albanais du Kosovo (85 % de la population) ont pour le moment développé une stratégie non-violente de résistance à la dictature des milices serbes, l'arrivée de ces armes pourrait favoriser l'apparition de milices fascistes albanaises qui, comme dans le cas des autres provinces de l'ex-Yougoslavie, mettraient le pays à feu et à sang pour leur seul profit personnel. Ce trafic est extrêmement complexe : des liens entre mafieux albanais et caucasiens ont été révélés ainsi qu'avec des réseaux croates qui vendent la drogue en Allemagne. Le gouvernement géorgien est directement impliqué dans la production de drogue alors que les armes proviennent essentiellement des anciennes casernes soviétiques de tout le sud de l'ex-URSS. (source : Observatoire géopolitique des Drogues, juin 1994)

Pour un pays sans armée

Coordonné par Serge Mongeau. La sécurité sans armée est-elle possible ? Des pays ont déjà fait ce choix. La non-violence peut aider. De multiples pistes de réflexion et des arguments contre la « dépense nationale » ! Appel au courage, au réalisme et à l'imagination.

160 pages 15 x 21 cm.



Bon de commande page 39

• SOUTIEN AUX DESERTEURS

La campagne de soutien aux déserteurs lancée par le Forum civique européen a eu un certain succès. Ainsi, en France, une trentaine de comités ont récolté environ 25000 signatures et quelques déserteurs ont obtenu un permis de séjour. Le 18 juin dernier, un « appel de Bâle » a été adressé à toutes les communes européennes pour leur demander de soutenir le vœu du Parlement européen qui a lancé en premier un appel au soutien des déserteurs. Cet appel demande aux communes d'accorder droit de cité aux déserteurs, ce qui suppose hébergement, assistance juridique, formation... Pour le moment, en France, la ville de Sisteron a accepté de signer cet appel et des discussions sont en cours avec les maires de Saint-Denis (93) et de Nantes (44). Le MRAP, mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, et la Ligue des droits de l'Homme se sont joints à la campagne.

En Italie, la presse nationale a répercuté l'appel et les conditions d'accueil des déserteurs sont assez favorables. La ville de Parme a signé l'appel de Bâle et organise un accueil efficace des déserteurs.

Au Portugal, l'appel a suscité des débats car le problème des déserteurs portugais pendant les guerres coloniales est toujours au centre des débats.

En Suisse, 30 000 signatures ont été collectées. La ville de Genève a diffusé une affiche contre la guerre signée d'un peintre célèbre. La ville fait actuellement des jumelages avec des villes qui refusent la logique du conflit. Des discussions sont en cours avec des communes pour signer l'appel.

En Allemagne, plusieurs villes se sont engagées. Le maire de Munich a demandé à l'Office des Immigrés et des Etrangers une attention particulière pour les déserteurs et objecteurs de conscience. Brême a introduit une réglementation spécifique à l'accueil des déserteurs. Rostock, Weimar et Erfurt ont repris l'appel du Parlement Européen pour décider l'accueil des déserteurs. Le maire d'Erfurt, Manfred Ruge, devrait présenter l'Appel de Bâle au Stadttage, l'assemblée des villes allemandes. Le Land de Hesse a accordé un droit de cité provisoire à tous les déserteurs. Les Eglises et de nombreux groupes de tous bords mènent des actions de soutien.

En Autriche, quatre des cinq groupes parlementaires ont déposé une motion de collaboration avec le texte du Parlement Européen. Une campagne en faveur d'Albanais venus du Kosovo a permis de stopper les refoulements.

En Belgique, quelques députés et le président du Parlement wallon ont apporté leur soutien à la motion du Parlement Européen.

Aux Pays-Bas, la situation est plutôt favorable pour les déserteurs de l'ex-Yougoslavie, mais rien n'a été officialisé. En Grande-Bretagne, le débat n'a pas dépassé les milieux pacifistes et quelques personnalités travaillistes.

En Grèce, le renforcement des courants nationalistes n'a pas permis de faire passer l'idée d'accueil dans un pays où le statut d'objecteur de conscience n'est pas reconnu. En Espagne, c'est surtout à Barcelone et Madrid que la gauche a fait campagne pour cet accueil.

La collecte de signatures sera officiellement close le 9 novembre 1994, date symbolique (anniversaire de la Nuit de Cristal (1938), de la chute du Mur de Berlin (1989) et de la destruction du Pont de Mostar (1992). L'ensemble des pétitions seront remises au Parlement Européen.

Contacts :

- France : Forum Civique Européen, BP 42, 04300 Forcalquier, tél : 92 73 05 98.
- Allemagne : Europäisches Bürger-Forum, Postfach 102, 10122 Berlin.
- Suisse : Europäisches Bürger-Forum, CP 2780 4002 Basel, tél : (41) 61 44 66 19.

LE TRAVAIL N'EST PAS QU'UNE VALEUR D'ÉCHANGE

(1) Valeur d'usage ou d'utilisation : l'ensemble des avantages fournis par un produit ou un service durant son existence (les plus-values) diminué de l'ensemble des moins-values produites dans le processus de fabrication, de consommation, d'utilisation et d'élimination.

S'il est vrai que l'économie de services - vers laquelle évolue indéniablement notre économie : la tertiairisation de l'agriculture et de l'industrie en est la preuve - est créatrice d'emplois, au sens large du terme, cela ne

sens écologique, c'est-à-dire lorsqu'elles contribuent à augmenter la valeur d'usage des produits et des services (1). Une redistribution du travail qui contribue à améliorer l'entretien, la réparation, la remise en état d'armements, de centrales nucléaires, d'industries chimiques

économique et de surmonter les crises. Il faut même se demander si les écologistes ne doivent pas, d'une manière ou d'une autre, plaider en faveur de l'extension du secteur tertiaire (qui contribue à la création de prospérité et d'argent fiable autant que la production de biens de consommation et d'investissement), même si cette extension ne tend pas toujours à accroître la valeur d'usage et la durabilité des biens, le secteur tertiaire gaspillant en tout cas, généralement, moins de matières premières et d'énergie et portant moins préjudice à la santé et aux patrimoines naturel et culturel.

Il faut cependant reconnaître que les établissements financiers et les assurances, les établissements d'information et d'enseignement, les agences publicitaires, les systèmes de transport et de distribution, qui tous relèvent du secteur tertiaire, peuvent causer bien des dégâts, notamment en ce qui concerne la santé publique, la démocratie, l'entente entre les peuples. Bien souvent, le secteur tertiaire se trouve au service de la société de consommation et de concurrence et non pas au service d'une société écosociale.

La question de la redistribution du travail et de l'extension du secteur tertiaire touche à l'identité politique. Cette question départage les socialistes et les écologistes. Ces derniers peuvent de leur côté se défendre en prétendant qu'ils poursuivent des objectifs à

Ce qui distingue les écologistes du mouvement ouvrier classique dans la réflexion sur la redistribution du travail est que le travail n'est pas seulement une valeur d'échange («vendre sa force de travail») mais aussi une valeur d'usage (plaisir à travailler, reconnaissance sociale, contacts humains...)

signifie pas pour autant que les écologistes doivent être favorables à toute extension que l'on peut en concevoir. «En soi» la redistribution du travail n'est pas pour eux un objectif à poursuivre à tout prix. Sur ces points, ils se distinguent du mouvement ouvrier classique. Ce qu'ils considèrent comme idéal, c'est l'extension du secteur tertiaire et la redistribution du travail au

ou à fort taux de gaspillage ne saurait avoir la même valeur aux yeux des écologistes.

En tout cas, les écologistes pourraient être plus enclins à favoriser une extension du secteur tertiaire qu'à encourager seulement la production de biens vendables, considérée, depuis la révolution industrielle, comme le meilleur moyen de préserver la croissance

long terme en insérant la préoccupation sociale dans leur politique du produit (2). Un produit n'a une grande valeur d'usage que si sa production ne porte pas préjudice à la solidarité sociale et à l'emploi.

L'attitude des écologistes en ce qui concerne la création d'emplois dans l'économie des services et au moyen de la redistribution du travail est délicate du fait qu'ils considèrent que le travail lui-même présente une valeur d'usage pour l'homme et non seulement une valeur d'échange. Cela étant dit, ils devraient en principe défendre toute création d'emplois et toute redistribution sans se préoccuper de la valeur d'usage des biens produits.

En effet, les écologistes constatent que le travail fournit, également et surtout dans les circuits monétarisés et officiels, non seulement une rémunération en espèces, mais aussi nombre d'autres avantages : appréciation par l'entourage, conscience de sa propre valeur, statut social, participation, variation, structuration du temps (le temps n'est plus une bouillie informelle), contacts humains, prestige et satisfaction...

Dès lors que le travail dans un environnement structuré représente pour beaucoup une valeur (une valeur d'usage), indépendamment de sa rémunération en espèces ou autres valeurs d'échange, il devient encore plus difficile pour les écologistes de condamner comme une non-valeur le travail qui produit des biens ou des services à valeur d'usage négative (armements, produits toxiques, systèmes de production portant atteinte aux patrimoines...). Point n'est besoin d'aller aussi loin que Rudolf Bahro, qui estime que la meilleure solution serait que les travailleurs tournent le dos à la



(photo DZ)

Ludo Dierickx

mégamachine productiviste et «tirent leur épingle du jeu» (Logik der Rettung). Si le travail dans un environnement structuré constitue pour beaucoup (notamment aussi pour des retraités incapables d'organiser tout le temps libre dont ils disposent et qui sombrent dans l'ennui et la solitude) une valeur vitale, les écologistes pour qui le travail n'a pas seulement une valeur d'échange, mais aussi une valeur d'usage (non monnayable en partie), ne peuvent que plaider en faveur d'une réduction drastique de la durée du travail : mieux vaut quelques heures de travail chaque jour qu'attendre chez soi des semaines et des mois durant que le temps passe. Ils ne peuvent que s'opposer à la retraite anticipée obligatoire.

Si le travail dans un environnement structuré comporte pour la plupart, comme il a été décrit plus haut, à la fois une valeur d'échange et une valeur d'usage, il appartient au mouvement écologiste de créer du travail, d'offrir dans des entreprises autogérées et autres, conçues à grande ou petite échelle, du travail qui ait si possible un sens du point de vue éco-

logique. Là encore la question essentielle est posée : «quel travail, pour fabriquer quoi ? » et non pas «qui produit le travail et les produits, le marché ou la société ? »

On peut se demander si les écologistes n'inversent pas la théorie classique de la valeur-travail : le travail ne constitue pas une valeur d'échange (sujette aux fluctuations du marché) en contrepartie de laquelle on peut se procurer des valeurs d'usage, mais constitue (pour beaucoup) une valeur d'usage en soi. Pour se procurer cette valeur d'usage, les hommes offrent leur capacité de travail et leurs qualifications, fruits de leur formation ou de leurs études.

Ceci fait donc surgir des questions au sujet de la manière de mesurer la valeur des produits qui selon Smith, Ricardo ou Marx devrait se faire sur base de la quantité de travail humain investi dans la production du produit (capacité de travail et sacrifice consenti par l'ouvrier). Cette manière classique de mesurer la valeur est-elle encore valable alors que le travail est considéré aujourd'hui par un grand nombre comme une valeur d'usage de premier ordre et non plus (seulement) comme un mal nécessaire dont l'homme doit s'accommoder pour vivre ?

«Travailler pour gagner sa vie», revient à dire que la vie commence seulement après le travail. De plus en plus, on estime que l'on vit aussi (et surtout pour certains) durant le temps consacré au travail.

Les écologistes étant d'avis (en attendant que les hommes apprennent à jouir de temps libre illimité) que le travail constitue une valeur d'usage et qu'il convient donc en premier lieu de créer le plus possible de travail qui, écologiquement, ait un sens et donne un sens au temps que l'on y consacre, il importe pour eux de connaître les meilleurs moyens de s'attaquer au problème du chômage des jeunes aussi bien que des travailleurs plus âgés.

Ludo DIERICKX

Sénateur Agalev (Verts flamants)
Anvers.

(2) La politique du produit est une politique économique réservant une place prépondérante au choix des biens, produits, services et systèmes à produire et non pas aux mesures linéaires à prendre sur le plan fiscal, administratif, social, monétaire, budgétaire...

Deux roues, un avenir

De Claire Morissette. L'automobile détruit la santé, provoque des morts, isole les personnes, pollue, coûte cher, détruit l'environnement. L'alternative : le vélo et ses qualités ! Une nouvelle façon de penser ! Un livre enthousiaste : courez acheter un vélo !

264 pages 15 x 21 cm.



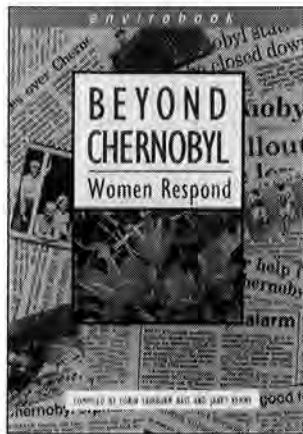
Bon de commande page 39



BEYOND TCHERNOBYL, WOMEN RESPOND

Compiled by Corin Fairburn Bass and Janet Kenny
Ed. Envirobook, distribué par Jon Carpenter Publishing, PO Box 129, UK-Oxford OX1 4PH.
1993 - 240p. - \$12 port compris

Ce livre d'écrits de femmes sur Tchernobyl, en anglais, est une compilation de sentiments, d'opinions, de témoignages, de poèmes, de prospectives, provenant des cinq continents avec les yeux de la moitié de l'humanité. Ce parti-pris correspond à une réalité : les femmes sont plus réticentes que les hommes envers le nucléaire. C'est d'ailleurs pour faire face à cette opposition



qu'est né WIN (Women in Nuclear), association internationale des femmes du nucléaire pour inciter les femmes à devenir aussi cons que les hommes ! Dans ce contexte, ce livre est donc une entreprise de salubrité publique, anticorps de la nucléocratie ambiante. C'est la diversité des cultures et des métiers qu'il faut saluer dans ce recueil. Aucune direction commune, donc, de la part de ces femmes si différentes, mais un message unanime dénonçant les dangers du nucléaire, enfin devenus évidents, puisque matérialisés par Tchernobyl. Perline

L'ONU

de Maurice Bertrand
Ed. La Découverte,
coll. Repères,
1994 - 128 p. - 39 F

L'organisation des Nations unies, alors qu'elle va fêter son cinquantenaire en 1995, continue de soulever les passions et de susciter les jugements les plus contradictoires dans tous les milieux, à tel point que « les spécialistes de l'ONU, universitaires, diplomates ou experts, ne sont pas beaucoup plus à l'aise que l'homme de la rue pour porter un jugement sur la nature ou sur les activités de l'institution ou sur les réformes qu'il faudrait faire pour la rendre plus efficace ».

Pour Maurice Bertrand, membre du Corps commun d'inspection des Nations unies pendant dix-huit ans, cela s'explique par le fait que « contrairement à tous les autres éléments du réseau public et privé de relations internationales, l'ONU n'a pas été instituée pour répondre à des besoins précis et concrets. Elle est seulement chargée de répondre à un rêve » le rêve d'un monde en « paix perpétuelle ». Une entreprise qui, loin d'être « ridicule », est « au contraire éminemment révolutionnaire, dans la mesure où il s'agit de changer le modèle de société ».

C'est pourquoi, le « machin » naguère dénoncé par de Gaulle, s'est retrouvé projeté sur le devant de la scène internationale, au lendemain de la chute du Mur de Berlin, porteur de nombreux espoirs... et de nombreuses illusions. Car la fin de la guerre froide n'a pas signifié pour autant la fin des États-nations, ni même un affaiblissement de la souveraineté nationale, condition minimum pour que l'ONU acquière plus d'efficacité et

de poids sur la scène internationale et ne soit pas, comme en ex-Yougoslavie, l'instrument de l'étalage de l'impuissance face à la haine et aux massacres...

Mais, comme le montre l'auteur au travers de son ouvrage, au lieu d'établir un système de négociation et de coopération, les vainqueurs de la seconde guerre mondiale ont seulement dressé « une scène de théâtre pour l'affrontement des propagandes » entre les États pour qui les affaires étrangères font toujours partie du « domaine réservé » à la discrétion de ces « princes » qui nous gouvernent... En effet, bien que le préambule de la charte des Nations unies commence par « Nous peuples des Nations unies... », l'ONU s'apparente plus à une sorte de « syndicat des chefs d'États » dont l'essentiel du pouvoir a été accaparé de façon permanente — à travers le droit de veto au sein du Conseil de sécurité qui est le véritable pouvoir exécutif de l'ONU — par cinq États : Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni et Russie, qui sont aussi les principales puissances nucléaires et vendeurs d'armes !

Maurice Bertrand, au travers de cet ouvrage, court mais dense et fort documenté par le biais de nombreux encadrés, rend lisible et compréhensible la complexité de l'ONU, de ses différents organes. Il nous éclaire sur les enjeux des débats entourant la réforme de cette institution dont le but est de « préserver les générations futures du fléau de la guerre » comme l'affirme le préambule de la Charte.

Pour lui, une société où règnerait un ordre mondial reposant sur la paix et la sécurité collective implique « la mise au point d'un système entièrement neuf capable de donner satisfaction aux besoins identitaires des peuples, une configuration d'unités politiques ne jouissant plus de la souveraineté absolue et l'établissement d'un statut politique de l'humanité sous la forme d'une constitution planétaire. Il est aussi possible de dire qu'il s'agit de démilitariser les esprits. » On en est encore loin !
PB

SILENCE ATOMIQUE

de Alexandre et Boris Poutko
Ed. du Rocher
1994 - 286 p. - 130F

Dans la grande série transparence nucléaire en France, encore un livre sur des scandales dévoilés... en ex-URSS ! S'il est indéniable que la désintégration des structures de l'État a fait apparaître de nouveaux types de danger, il ne l'est pas moins que les pollutions courantes et accidentelles soviétiques sont nées avec le nucléaire et qu'on nous les a soigneusement cachées, comme on se garde bien d'évoquer les dangers et pollutions du nucléaire français. Des révélations ? Peut-être, mais soigneusement calculées, puisque Boris, qui travaille pour une agence de presse *Indépendante*, en collaboration avec les militaires (!), est le digne fils d'Alexandre, ex-officier dans l'armée soviétique et journaliste militaire ! Si ce livre était français, il proviendrait du SIRPA, service de presse de l'armée, A lire, donc, avec des pinces. Perline

LE SCANDALE DES DECHETS AU QUEBEC

de Michel Séguin
Ed. Ecosociété (Québec)
Diffusion en Europe EPO
Belgique
1994 - 250 p. - 14,95 \$c

Si la partie centrale du livre est réservée au lecteur québécois (l'analyse des politiques en vigueur commune par commune au Québec), la première et la dernière partie sont à la pointe de la réflexion sur la question des déchets. Dans la première partie, l'auteur présente l'ensemble des techniques actuelles et dénonce les fausses solutions que sont l'incinération et le compostage sans collecte sélective. L'incinération ne fait que récupérer de l'énergie en libérant dans l'air des gaz toxiques et en laissant dans les cendres (un tiers du volume initial) l'ensemble concentré des autres produits toxiques. Le compostage des parties fermentescibles donne un compost inutilisable car pollué par les tessons de bouteilles, les bouts de plastique et différents polluants. Les méthodes

Michel Séguin

Le scandale des déchets au Québec



actuelles ne sont donc en rien des solutions. La dernière partie essaie de définir ce que peut être une politique «durable» des déchets. Cela suppose de considérer la nature non pas comme une ressource exploitable mais comme un milieu renouvelable et donc à ne pas produire de déchets non destructibles. Ensuite, il faut limiter au maximum la production de ces déchets retraitables, ce qui suppose premièrement de concevoir des produits faits pour durer et non pour être consommés le plus vite possible. Cela suppose aussi de ne rien faire qui puisse inciter à consommer. Enfin, le déchet doit être conçu comme étant à réutiliser et non à jeter.

Pour arriver à un cycle fermé, l'auteur présente une analyse originale en France : la nécessité d'y associer les populations et donc de concevoir le cycle de manière démocratique. Nous aurons gagné lorsqu'il

n'y aura plus besoin de rien enfouir. Une excellente vision de la question. MB.

ATLAS DES ENERGIES

pour un monde vivable

de Benjamin Dessus

Ed. Syros

1994 - 142 p. - 185 F

Si nous avons présenté le précédent ouvrage de Benjamin Dessus avec enthousiasme (voir n° de septembre 1994), cet ouvrage est plus sujet à caution. Alors que le précédent livre («Pas de gabegie pour l'énergie») montrait bien les enjeux théoriques, on peut être déçu en découvrant ici ce que pourrait être la pratique. Présentant son scénario «Noé» par comparaison au laisser-faire actuel, l'auteur montre que l'on pourra se passer du nucléaire et limiter les émissions de gaz polluants en ayant recours aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables... d'ici 2060 ! On regrettera que l'auteur fasse l'impasse sur les scénarios «Détente» de l'Inestène, qu'il ne peut ignorer : ces scénarios proposent, selon l'intensité du choix politique, de sortir du nucléaire en mettant entre 30 et 8 ans ! Ce qui est quand même un peu plus rapide. Reste une multitude de superbes schémas et de données exploitables par tous ceux qui veulent des arguments sur le thème : comment faire des économies d'énergie, comment et où développer telle ou telle énergie... Un peu décevant. MB.

Le livre du mois

UN TERRITOIRE POUR L'HOMME

de Pierre Calame

Ed. de l'Aube

1994 - 96 p. - 39 F

Si le début du livre est laborieux, la fin vaut que l'on s'accroche. Après avoir fait une critique du système de gestion du territoire actuel, l'auteur essaie de redéfinir ce qu'est un «territoire». Pour lui, un territoire est un lieu de vie tel qu'un bassin d'emplois, un parc naturel, une vallée... Rien à voir donc avec les départements ou les régions actuelles. On retrouvera plutôt cette dimension dans les syndicats intercommunaux. Ces territoires ainsi définis doivent pouvoir prendre le maximum de décisions les concernant. Reprenant le principe de subsidiarité développé au niveau de l'Europe, il demande que cela soit appliqué à ces territoires. Le rôle de l'Etat étant alors essentiellement un rôle de «communication» : informations entre les territoires pour que chacun puisse savoir ce que fait l'autre, solidarité entre régions riches et régions pauvres par une fiscalité adéquate. Pierre Calame avance que les problèmes de plus en plus cruciaux d'aujourd'hui (destruction de la nature, exclusion sociale...) n'ont aucune chance d'être résolus par un Etat-providence déresponsabilisé par sa bureaucratie. Il prône donc une vision humaniste de la politique : gérer les problèmes au niveau où ils se posent, sans grande structure, en limitant les hiérarchies. De quoi faire le plein d'idées positives. MB.



SOMALIE, LA GUERRE PERDUE DE L'HUMANITAIRE

de Stephen Smith

Ed. Calmann-Lévy

1993 - 243 pages - 98 F

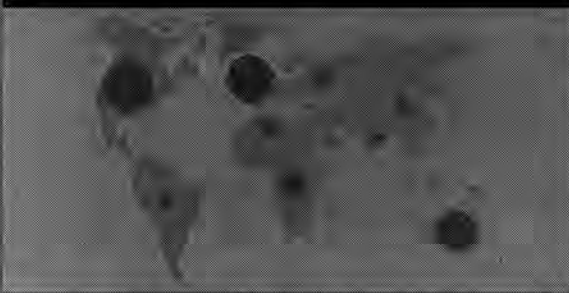
Journaliste à *Libération*, l'auteur a effectué une dizaine de reportages en Somalie entre 1989 et 1993. Mi-carnet de route, mi-essai, le livre de Stephen Smith nous fait pénétrer au cœur de ce pays qui dans les années quatre-vingt «devint le pays le plus assisté par tête d'habitant de l'Afrique subsaharienne» avant de devenir sous la houlette du dictateur Siad Barre «un patchwork de maquis et de foyers insurrectionnels» débouchant sur cette opération *Restore Hope*, fin 1992, qui voit les marines américains — relayés ensuite par des contingents de Casques bleus — débarqués pour une guerre «humanitaire», la première du genre. «Au printemps 1992, la

Somalie ne se meurt pas, elle se suicide », nous rappelle l'auteur, notamment du fait que la famine «était le résultat de guerres et de violences dans un environnement tellement précaire qu'il sanctionnait par de hécatombes la folie de l'homme». Stephen Smith ne se contente pas d'une description de l'échec de la communauté internationale en Somalie, il nous fait toucher du doigt la réalité du pays des Somaliens et les limites d'une aide humanitaire qui «sert de plus en plus de morphine à tranquilliser les misérables du monde, ceux que le hasard a fait naître du "mauvais" côté». L'humanitaire, en acceptant sa militarisation, a «perdu son âme», insiste l'auteur qui rappelle que «la meilleure volonté du monde, si elle n'est pas au service d'une politique réaliste qui tienne compte de la durée propre du conflit, n'a pas de sens». Un enseignement qui n'est pas propre à la Somalie. P.B.

ATLAS DES ÉNERGIES

pour un monde vivable

Benjamin Dessus



Préface d'Edgard Pisani
SYROS



COURRIER

QUEL AVENIR POUR L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ?

A l'heure où l'écologie politique a totalisé à peine 5 % aux élections européennes de juin 1994, certains souriront de voir se créer une nouvelle formation se réclamant de l'écologie - indépendante - cette fois-ci, le Mouvement Ecologiste Indépendant.

L'électeur fidèle, obstiné devrait-on dire, qui s'intéresse encore à l'écologie, mais bientôt plus aux écologistes, mérite bien une explication. Le militant désespéré aussi. Nous tenterons d'abord de dresser un tableau de la situation actuelle, avant de décrire ce qui est en train de se reconstruire.

Voilà ce que l'on peut lire dans le Livre des Verts, sorti récemment : «*Écologie de gauche*» signifie aujourd'hui «*écologiste qui n'oublie pas la question sociale*» (par opposition à «*écologiste de droite*» ou «*environnementaliste*» qui s'en fiche).

C'est exactement la phrase qu'il fallait pour prouver qu'on n'a rien compris à l'écologie politique, qu'on est incapable de penser au-delà du sempiternel axe Droite-Gauche, et qu'on a pris l'Environnement en otage pour redorer le blason de vieilles idéologies poussiéreuses. Pendant 40 ans, le monde a été divisé en deux blocs, l'un capitaliste, et l'autre communiste. C'était la Guerre Froide. Elle a fortement marqué les esprits, et également la compréhension des politiques intérieures de telle sorte qu'elle a inscrit dans notre imaginaire le caractère inéluctable d'un espace politique réduit à un affrontement entre deux blocs. Les efforts conjugués de Nehru et Nasser pour construire un troisième groupe, celui des «Non alignés», n'ont pas réellement porté leurs fruits, pas encore peut-être.

A l'image de cet affrontement bloc à bloc, la Droite et la Gauche s'opposent pour défendre chacune les intérêts respectifs de classes sociales issues de la Révolution Industrielle de la fin du XIX^{ème} siècle. Les grands partis de la Gauche sont nés pour défendre l'ouvrier et le mineur, sans défense devant les prérogatives d'une classe qui détenait non seulement les outils de production, mais aussi le monopole de l'accès au savoir et à la santé. Pour la plupart, ces combats sont gagnés. Ils devaient être menés mais le monde a changé depuis l'époque de Germinal... Dans ce contexte, le paysage politique ne laisse pas grand

place à la défense de l'environnement. Il la réduit à un luxe de nantis, à une manie de zoolophiles, à un gadget bon à ressortir avant les élections pour des «environnementalistes», bien sûr taxés de «droite».

C'est ainsi qu'on en arrive à la situation actuelle, où un parti «écologiste» qui ne prône plus que les valeurs de la gauche, fait si peu de cas de la crise écologiste, et voudrait donner honte aux militants qui souhaitent en parler.

La réalité de l'écologie politique est bien différente.

Tout d'abord, il importe de souligner qu'un espace politique réduit à un axe est une vision étriquée que nous réfutons. Nous revendiquons une place à part à l'écologie pour construire un espace politique à trois dimensions : Droite/Gauche/Écologie.

Comme la Gauche est née avec la Révolution Industrielle, l'Écologie est née de la prise de conscience de l'essoufflement de la société industrielle, ou plutôt du sentiment d'une évolution vers la société post-industrielle : de plus en plus de richesses sont produites en un temps de plus en plus court. Ces biens matériels sont-ils indispensables ? Outre une utilité souvent contestable, ils sont conçus pour être jetés. La machine remplace l'homme et libère un temps considérable.

Un nouvel axe se dessine, qui oppose productivistes et anti-productivistes. Il est pour nous, écologistes, bien plus pertinent que l'axe Droite-Gauche, qui, bien que toujours existant, s'estompé peu à peu. La défense de l'environnement, pilier de l'anti-productivisme, devient alors partie intégrante de toutes les politiques qu'elle recoupe de façon transversale. Ainsi la politique des transports prendra en compte non seulement les économies d'énergie, mais également le choix de l'énergie utilisée et son impact sur la pollution atmosphérique. Elle veillera à une meilleure utilisation de l'espace, d'où ses liens avec une autre façon de concevoir l'aménagement du territoire.

La politique de l'énergie favorisera avant tout l'utilisation des énergies renouvelables, et veillera à assurer le plus rapidement possible la relève du nucléaire.

On pourrait multiplier les exemples, mais il est inutile d'entrer ici dans les détails : le cas du nucléaire nous permet

de souligner une dimension propre à l'écologie politique : la prise en compte du long terme. Comment pourrait-on continuer plus longtemps à utiliser les ressources non-renouvelables de la planète et à laisser aux générations futures des déchets toxiques pour des millions d'années ?

Et l'emploi ?

Ici encore, ce sont tous les mécanismes qu'il faut reprendre à la source : l'incantation à la croissance a montré ses limites. Au contraire, il nous faut expliquer qu'une diminution du temps de travail favorisera la création d'emplois, qu'il ne s'agit pas d'une révolution puisque cette diminution est une constante depuis le début du siècle, et qu'elle est compatible avec la notion du temps retrouvé et du développement soutenable.

Autre dimension essentielle d'une politique écologiste : la prise en compte de la globalité des problèmes : effet de serre, modification des climats, désertification, déforestation, pollution des océans, disparition de très nombreuses espèces, et surtout démographie, sont autant de questions intercontinentales. Les problèmes démographiques sont la clé de voûte de tous les autres, et ils mettent en valeur le nouvel axe privilégié des conflits mondiaux : l'axe Nord-Sud. Ce survol des différentes facettes d'une politique écologiste n'est pas exhaustif : il tend seulement à démontrer combien l'environnement y occupe une place essentielle et ne saurait être réduit à la défense des oiseaux et des fleurs. Il apporte un regard novateur sur un monde politique limité à la gestion des relations entre la sphère sociale et la sphère économique : désormais il faudra compter aussi avec la sphère naturelle.

L'écologie politique a pour mission de préparer la société du XXI^{ème} siècle ; c'est une pensée qui intègre désormais deux nouvelles dimensions : le long terme et le global, celui-ci fortement orienté sur l'axe Nord-Sud. Elle ne doit pas être réduite au rôle trivial de réanimatrice des idéologies désuètes de «soixante huitards» nostalgiques.

Nous y veillerons.

«*Dieu nous a donné le vivre ; c'est à nous de donner le bien vivre*». Voltaire.

Nicole COMBREDÉ
Mouvement des Ecologistes Indépendants
Loir et Cher

IMPOT ET POLITIQUE DE DEFENSE

- Monsieur le Ministre,
- Alors que le nombre de femmes et
- d'hommes sans emploi ou avec un
- emploi précaire augmente conti-
- nuuellement en France, atteignant
- un niveau inégalé à ce jour (plus de
- 10 millions de personnes seraient en
- situation de «vulnérabilité»),
- alors que la société devient de plus
- en plus inégalitaire (la France main-
- tient sa place de pays riche si l'on
- considère le revenu moyen par
- habitant) générant toujours plus
- d'exclus bien que, paradoxalement,
- le manque de personnel se
- fasse cruellement sentir dans cer-
- tains secteurs tels que celui de la
- santé ou encore de l'enseignement,
- alors que plus de 700 jeunes
- hommes sont actuellement détenus
- dans des prisons françaises à cause
- de leur refus d'un service militaire
- obsolète et inutile,
- alors que le gouvernement s'ingé-
- nie à vouloir diminuer le nombre
- d'objecteurs de conscience (pénali-
- sation financière des organismes
- d'accueil, développement éton-
- nant des services régis par des pro-
- tocoles, notamment le service-
- ville...),
- alors que, en dépit de la prolonga-
- tion du moratoire (ce que j'approu-
- ve) sur les essais nucléaires en
- Polynésie, la France n'a toujours
- pas décidé de renoncer définitive-
- ment aux essais,
- alors que dans la plupart des pays
- occidentaux (Allemagne,
- Royaume-Uni, USA...), on observe
- une diminution du budget de la
- défense,
- en France, pays dit démocratique,
- où l'on attend depuis des années
- un grand débat sur la défense, les
- dépenses concernant celle-ci
- continuent à occuper le premier
- poste du budget de l'Etat (plus de
- 20 % de ce budget quand on ajou-
- te au budget officiel ceux des
- anciens combattants, du SGDN, de
- la défense civile, de la coopération
- militaire...),
- Plus de 4000 F par habitant, c'est à
- dire au moins quatre fois plus que la
- moyenne mondiale par habitant et
- ce, alors que plus d'un milliard
- d'humains (dont la moitié sont des
- enfants) souffrent de malnutrition,
- alors que l'on s'interroge sur les pos-
- sibilités de nourrir la population qui
- devrait presque doubler sur la Terre
- à l'horizon 2050.
- Aussi, pour réagir face à cela, et
- pour ne pas limiter mon pouvoir de
- citoyen à un simple bulletin de
- vote, je vous informe de mon inten-
- tion de m'associer au mouvement
- «Contribuables pour la paix» et de
- retenir 3 % de mon impôt sur le
- revenu, somme que je verse immé-
- diatement à ce mouvement qui le
- distribuera lui-même à un organis-
- me de promotion de la paix par
- des moyens non-violents.
- En espérant que vous saurez com-
- prendre cette démarche, je vous
- prie d'agréer, Monsieur le Ministre,
- l'expression de mes sentiments les
- meilleurs.
- Jean-Luc LEBRUN
- Indre et Loire

QUAND LA MITRE ET LE CROISSANT FONT MACHISME COMMUN

Décidément l'époque n'est pas aux lumières. Si elles ne réagissent pas, les femmes de la planète risquent bien de retomber dans les ténèbres d'un âge que l'on voudrait révolu. Celui où les pères de l'Eglise se réunissaient en concile pour se demander si elles avaient une âme, ou quand on grillait celles qui prétendaient soulager par l'emploi d'herbes antalgiques les femmes en travail.

A peine sorti de l'hôpital, le Pape Jean-Paul II, qui se sent une âme de grand inquisiteur, a fait clairement savoir que les femmes ne sauraient en aucun cas accéder au sacerdoce. La raison invoquée est imparable : leur vocation spécifique de mère les destine à un autre rôle devant Dieu.

Chacun sa place : le Christ sur sa croix et Marie sanglotante à ses pieds.

Par cette attitude de grand imprécateur le pape prend un risque énorme : celui de fracturer complètement une église déjà meurtrie et tourmentée par de nombreux problèmes (crise de la foi, théologie de la libération...). Comme il a déjà jeté l'anathème sur les gays et que les femmes remplissent encore une grande partie de l'église, il ne va plus rester grand monde. Qu'importe ! Le discours papal n'est pas nouveau, mais ce qui frappe cette fois, c'est le ton terriblement durci du vieillard à bout de course, crispé sur son pouvoir et son phantasme d'infailibilité.

L'attitude jusqu'aboutiste adoptée à la conférence du Caire relève du même état d'esprit : non à la contraception et encore plus à l'avortement. La sainte alliance avec les pays musulmans les plus obscurantistes pour bloquer toute concession vient murer durement toute tentative de conciliation.

Là encore, le risque politique encouru est loin d'être négligeable. Malgré l'hystérie des pro-life, les églises anglo-saxonnes protestantes et catholiques sont plus ouvertes et plus nuancées dans leur position. Les protestants autorisent les femmes à exercer la prêtrise, le Pape ne peut pas ignorer ce risque, pas plus qu'il n'ignore l'évolution des mentalités. Son attitude insensée ne peut que permettre un très court répit mais après lui, par la force des choses, il faudra bien que l'église catholique évolue, faute de quoi elle disparaîtra.

Jusqu'à une centaine d'années en arrière seulement, nos ancêtres acceptaient comme une fatalité la mort en bas âge de la plupart des petits humains. La population du globe se régulait ainsi par la sélection naturelle. Sur une quinzaine d'enfants, cinq ou six survivaient. La femme qui les mettait au monde avait rempli son

rôle devant les divinités d'abord, devant Dieu ensuite. La vie de la mère était souvent écourtée également par des accouchements à répétition qui se terminaient dans le drame. Etroitement régentées par la religion, les femmes ne concevaient même pas la simple idée de révolte. L'eussent-elles conçue d'ailleurs qu'elles auraient péri dans les flammes.

Aujourd'hui, les progrès de la médecine et l'apparition de la contraception viennent bouleverser totalement le problème de la régulation des naissances. Là planète n'étant pas extensible à l'infini, il faut bien poser la question du nombre d'une manière ou d'une autre.

Or, dans ce contexte de régression économique et intellectuelle que traversent actuellement les sociétés humaines, il est logique que se produisent des crispations et des retours en arrière dans les comportements. De tout temps, le despotisme religieux a été le recours suprême quand les être humains perdaient le sens de leur place sur terre. Des esprits angoissés, détraqués par l'instabilité des temps, sont bien plus malléables et prêts à n'importe quelle soumission.

Les intégristes de tout bords, feignent d'ignorer les profonds changements intervenus dans les sociétés actuelles et dans les mentalités. Aujourd'hui, les femmes mettent des enfants au monde pour en faire des Humains dignes de ce nom. Dans la notion d'humanité reposent tous les attendus de bonheur et de dignité qui n'existaient pas encore il y a un siècle quand les enfants mouraient au berceau.

Or, avec de telles attentes et compte tenu du contexte économique, il n'est plus possible d'élever une «tribu» d'enfants. Faut-il rappeler les souffrances des femmes d'Afrique, courbées sous le poids de la tradition, qui voient mourir leurs petits, par grappes entières, de froid et de misère. Faut-il évoquer encore les trottoirs sud-américains où les gamins se prostituent faute de pouvoir manger et dormir. Est-ce la trajectoire qui conduit à la rencontre de Dieu ? Faut-il accepter un monde fracturé, entre les riches, éduqués et conscients et les pauvres, parqués dans les ghettos de l'ignorance et de la misère ?

Ces gens-là sont les plus vulnérables aux interdits intégristes de tout bord. Les évêques africains formés à Rome sauront sans doute quadriller solidement leurs ouailles... Et les femmes continueront de mourir en couches et les gamins sur les trottoirs de Manille. Tout le monde est d'accord sur le principe que l'avortement n'est qu'un

recours exceptionnel. Le problème n'est pas là. Mais pourquoi cette intrusion brutale et bornée dans la vie intime des femmes. C'est à elles en tant qu'être humains parfaitement responsables de décider de leur fécondité. Pour cela, une seule attitude s'impose : l'éducation et le dialogue.

Beaucoup de femmes du tiers monde ne savent pas lire. Elles sont considérées comme des mineures privées de droits. Pour pouvoir assumer une contraception correctement, il faut être libre et lucide.

On comprend alors que derrière ce vaste débat se profile tout le problème politique de la place des femmes dans les sociétés. Formidable enjeu qui fera véritablement passer les Humains dans une ère nouvelle. Le principal moteur de leur mise au pas a toujours été la religion. Partout on leur a promis le feu de l'enfer si elles ne se comportaient pas selon la volonté d'un Dieu quel qu'il soit. On les a faites ignorantes pour mieux les brimer.

Leur permettre de maîtriser leur corps et leur contraception, c'est les libérer de la tutelle religieuse. C'est remettre en question les pratiques religieuses tout entières. Voilà pourquoi le Pape et les barbus se liguent de toutes leurs forces pour bloquer l'évolution. Le vide politique et spirituel que traverse l'humanité leur permet évidemment de s'engouffrer et d'occuper le terrain mais des solutions sont possibles. Les médias, par l'audience qu'ils rencontrent, pourraient faciliter les campagnes d'éducation et de pratique de la contraception. Les écoles devraient s'ouvrir de plus en plus aux petites filles. Les femmes qui le peuvent et qui ont suffisamment de prestige devraient se mobiliser pour des campagnes d'explication et de défense de leurs sœurs. La vraie spiritualité n'est pas l'obscurantisme, au contraire, elle est un élan vers la connaissance et le respect de l'être humain.

Trop de femmes dans le monde plient actuellement sous le poids de la fatalité pour que celles qui ont la chance de vivre autrement baissent les bras. Jamais autant qu'aujourd'hui, le mot solidarité n'aura pris une connotation aussi forte. Même si cela est difficile, la seule solution pour les femmes est de relever la tête pour jouer leur rôle dans l'histoire. Toutes sont des sorcières en puissance, et si elles ne veulent pas griller dans le feu des bûchers de la bêtise, elles doivent être ensemble pour résister.

Michèle DUSSAULT-DELORME
Loire

L'ÉCOLOGIE INDÉPENDANTE : UNE NOUVELLE VOIE

Quelle est donc la nature de ce nouveau clivage que les écologistes sont censés incarner ? Peut-on se contenter de la réduire au slogan «ni droite, ni gauche» ? Ne faut-il pas tirer la leçon d'une critique, à mon sens fondée, et qui considère le «ni droite, ni gauche» comme une double négation qui nous définit en creux ? Et si les Verts d'aujourd'hui retombent de façon aussi spectaculaire qu'étonnante dans la maladie infantile du communisme, n'est-ce pas en partie parce que nous n'avons pas pris le temps de rendre intelligible un nouveau clivage que nous nous sommes contentés de trouver naturel ou comme allant de soi ? Le nouveau mouvement des écologistes indépendants ne pourra asseoir son action durablement que si nous nous attachons, dès maintenant, à rendre compte de façon positive de l'extraordinaire potentiel créateur d'un clivage, à partir duquel, qu'on le veuille ou non, il nous faudra penser le tissu social du XXIème siècle. Pour ouvrir ce débat, je soumet à votre analyse ce qui m'apparaît comme le modèle de pensée dominant, commun à la droite et à la gauche, et ce que j'ose appeler le nouveau paradigme qui sous-tend la vision du monde qui nous est propre.

Depuis deux siècles, un cauchemar habite l'humanité : la soif d'absolu. Une soif d'absolu érigée au rang de démarche fondamentale vis-à-vis de toute tentative de connaissance ultime de la réalité ? Ce cauchemar a occupé toute la sphère sociale, c'est-à-dire tout ce qui relève de la production humaine : les sciences, la philosophie, la politique, l'action, ... Avec la soif d'absolu, la certitude que l'avenir d'un système est toujours prévisible devient un dogme, et depuis deux siècles, les apprentis sorciers qui ont cru découvrir les rouages, la mécanique infaillible, capables de nous dévoiler l'avenir de l'humanité, n'ont pas manqué.

Avec les marxistes, le monde devient une totalité animée d'une logique universelle où l'histoire n'est rien d'autre qu'un cheminement inéluctable vers un but final : la société sans classes. Avec l'évolutionnisme du XIXème siècle, les socialistes s'emparent du concept de progrès, et l'imposent comme universel dans son principe. Peu importe s'il ne s'agit que du développement des sciences et des techniques, ce progrès-là, ainsi défini, se confond peu à peu avec le progrès de la raison elle-même. Quelle imposture ! Aujourd'hui qui oserait fonder l'idée d'une progression irréversible de l'humanité vers plus de savoir, de justice et de liberté sur le seul pari d'un essor infini des sciences et des techniques ?

Reste la droite conservatrice. Avec elle, c'est une pensée conformiste qui émerge. Une pensée qui oppose à toute réflexion critique sur l'instant présent un prétendu réalisme, dicté par le non moins prétendu «ordre naturel» que personne à ma connaissance n'a jamais pu démontrer. Ce qui est consternant, c'est que ce type de cynisme s'est incrusté dans toute la classe politique. L'idée selon laquelle la dure-réalité-de-la-gestion-des-affaires ne serait qu'un mur où viendraient s'écraser, inévitablement, toutes les grandes idées est très répandue. En fait, ce que nous devons à la Droite, c'est d'avoir mis hors-jeu socialement toute forme d'imagination. Ce dont nous faisons l'expérience en cette fin de siècle critique, opaque, troublée, où se défont les grandes catégories de pensée, c'est que marxisme, progrès infini et conservatisme ne sont que des émanations différentes d'une même vision mécaniste du monde. Une vision où l'horizon se bouche en permanence et semble défier toute prétention à vouloir déterminer la réalité sociale a priori. C'est pourquoi tous les espoirs engendrés par le rationalisme triomphant et ses schémas déterministes ont engouffré la conscience humaine dans un destin aveugle, où les bourrasques successives sont venues secouer les espérances absolutistes, les doctrines et les dogmes.

Ainsi, le XXème siècle se présente comme le théâtre où se joue le naufrage de toutes les vieilles boussoles et plus généralement le destin des visions mécanistes issues des découvertes de Copernic, Galilée, Kepler ou Newton.

Ce qu'il est curieux de constater, c'est que ce naufrage a suscité des débats d'une fertilité conceptuelle étonnante dans le domaine des mathématiques, de la physique, de la biologie et de la philosophie, mais jamais il n'a poussé sérieusement, et de façon volontaire, la «classe politique active» à entamer le débat sur le caractère opératoire ou non des anciens fondements. On peut même dire que cette caste constitue le dernier verrou d'une prise de conscience plus généralisée, qui nous montre que nous sommes sur la route d'une mutation qui nous conduit vers de nouvelles fondations. Ne nous trompons pas, nous ne traversons pas, à proprement parler, une crise de valeurs, mais une crise de fondements. Voilà donc rapidement évoqué le paradigme des vieilles pensées de droite comme de gauche : un paradigme déterministe, absolu, donc fermé par essence et qui a finalement plongé notre civilisation dans une crise écologique et sociale sans précédent.

Or, dans ce contexte, quels sont donc les nouveaux modèles ou le nouveau paradigme qui émergent de ce naufrage ?

Eh bien ! Les écologistes, de façon intuitive et pragmatique, et ce depuis la fin des années 60. Par les critiques formulées à l'encontre de la société et les mesures concrètes qui ont été ici et là avancées, les écologistes ont saisi les enjeux d'une mutation où l'homme du XXIème siècle ne pourra prendre son destin en main qu'à travers l'expérience ultime de l'absence radicale de certitudes. C'est précisément cet état qui oblige la raison humaine à se vivifier, se tonifier, s'activer, s'animer, se fortifier. Bref, l'incertitude, c'est l'oxygène du progrès.

Il ne s'agit pas pour l'homme de transformer à tout prix le monde, mais de comprendre la place qu'il occupe. Notre tâche dans les années à venir va consister à faire sauter le dernier verrou, dont j'ai parlé tout à l'heure, en faisant comprendre à la classe politique que nous sommes condamnés à imaginer un projet de société complexe, pragmatique et ouvert, dont la mise en œuvre devra s'exercer sans avoir recours à des fondements, quels qu'ils soient, posés à priori comme principes irrévocables. Nous sommes à l'opposé des schémas conceptuels du XIXème siècle qui ne sont d'ailleurs plus opératoires. Nous savons désormais qu'une machine sociale n'est jamais réglée une bonne fois pour toutes, y compris dans ses fondements essentiels. Il nous faut ouvrir de nouvelles voies, les cartes se redistribuent en ce moment et nous avons dans notre jeu des atouts majeurs. Permettez-moi de vous dire que c'est exaltant.

Alexandre JURADO

Mouvement des écologistes indépendants
Côte d'Or.

SOYONS CLAIRS !

Je tiens à remercier, personnellement, monsieur Kouyate pour sa lettre, très sérieusement intitulée «Autonomie et radicalité» parue dans Silence de septembre. Ce n'est pas tous les jours que l'on peut se payer une bonne tranche de rire !

Ainsi donc le «nouveau» programme «radical» des Verts devrait être «d'écologiser la gauche» (bon courage !) et d'assurer la «renaissance des Verts sur des bases pragmatiques».

Alors que la planète est mise à sac au nom de la sacro-sainte économie de marché et du quasi divin système marchand ; alors qu'en France (pour ne citer qu'elle), plus de trois millions d'exclus marinent dans l'univers psychédélique des technocrates de Malignon et que ceux qui ont encore un boulot s'entre-dévoient pour conserver leurs maigres acquis d'esclaves salariés ; alors que le modèle démocratique apparaît, de plus en plus, comme une gigantesque supercherie au service de diverses «nomenklatura» de gauche comme de droite (bientôt les écoles ?) ; alors que la quasi totalité des rapports humains ne sont plus que de vulgaires rapports de fric, ce monsieur nous tient un discours «pleurnichard» sur l'avenir des Verts.

Peut-être serait-il temps de s'interroger, chacun de nous, sur le sens des mots «autonomie» et «radicalité». J'aimerais pour cela poser aux lecteurs et à la rédaction de Silence, ainsi qu'à ce monsieur quelques questions et, en ce sens, souhaiterais vivement recevoir des réponses (si possible, pas d'insultes, SVP !) et pouvoir confronter mes idées à d'autres.

1 - Doit-on négocier, de quelque manière que ce soit, avec ceux qui nous polluent (au sens propre comme au figuré).

chaque instant de nos vies (technocrates, politiciens, patrons et syndicalistes) ?

2 - L'écologie peut-elle se résumer à agrémente la société actuelle de stations d'épuration ou de déchetteries ?

3 - Est-il nécessaire d'avoir recours à des tas d'experts, de contre-experts, de statistiques de toutes sortes pour signifier aux destructeurs de tous bords, notre refus de cette société ?

Au lieu de vouloir tenter d'assurer la gestion du désastre actuel, ne serait-il pas temps de remettre en question, au delà des aménagements autoritaires dont nous subissons tous les conséquences, les bases mêmes de cette société ; cela nécessite, bien évidemment, une tout autre démarche d'esprit et une rupture totale avec ceux qui ont le pouvoir de continuer nos vies.

Remettre en question l'Etat (et toutes ses institutions : prisons, justice, écoles, etc...) et le salariat (ainsi que toute forme de travail imposé), en tant que facteurs d'asservissement des individus, représentés, à mon sens, le seul véritable projet émancipateur de cette fin de siècle chaotique ; tout le reste n'est que poudre aux yeux.

Pour finir, je préciserai que je n'appartiens à aucun «groupuscule». J'assume seul et avec quelques autres, sans doute, mon refus de cette société et en ce sens, je continuerai à critiquer violemment tous ceux qui ne souhaitent qu'assurer la pérennité de ce système abominable !

Zogotaungo
c/o Calgagno D,
31 rue Scoffier
06300 Nice.

Je m'abonne :

1 an	Particulier	12 n°	.....220 F:	_____
1 an	Dom-tom et étranger	12 n°	.....270 F:	_____
1 an	Institution	12 n°	.....440 F:	_____
1 an	Soutien	12 n°	.....300 F et +:	_____
2 ans	Petit futé	24 n°	.....380 F:	_____
1 an	Groupés par 3 ex.	36 n°	.....570 F:	_____
1 an	Groupés par 5 ex	60 n°	.....850 F:	_____
1 an	Petit budget	12 n°	.....190 F:	_____

Je m'informe :

Hors-série

Paris Dakar : Pas d'accord	.....25 F (franco de port):	_____
La menace climatique	.....30 F (franco de port):	_____
Radioactivité, les faibles doses	.....30 F (+ 8 F de port):	_____
Energies renouvelables	.....30 F (+ 8 F de port):	_____
Les métiers de l'écologie	.....70 F (+15 F de port):	_____

Livres

Le soleil à votre table	.....89 F (franco de port):	_____
La liberté de circuler	.....70 F (+15 F de port):	_____
Nucléaire ? Non merci	.....75 F (+15 F de port):	_____
Le nucléaire détrôné	.....30 F (+12 F de port):	_____
Séphastoche, mon premier cuiseur	.....36 F (+12 F de port):	_____
Superphénix : le dossier	.....30 F (+12 F de port):	_____
Quelle écologie radicale ?	.....70 F (+15 F de port):	_____
Pour un pays sans armée	.....75 F (+15 F de port):	_____
Pour que demain soit	.....75 F (+15 F de port):	_____
L'écologie ou la sagesse de la nature	.....75 F (+15 F de port):	_____
Deux roues, un avenir	.....75 F (+15 F de port):	_____

Brochures

Un cuiseur solaire facile à faire	.....20 F (+ 5 F de port):	_____
Construire une cuisinière solaire	.....20 F (+ 5 F de port):	_____

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM : Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 4 rue Bodin, 69001 Lyon

IL Y A VINGT ANS

J'aime bien votre revue, surtout depuis ce printemps où elle s'est clairement démarquée par rapport aux politiques écologistes. J'espère qu'elle continuera dans ce même esprit libertaire qui avait fait le succès de la «Gueule Ouverte». Une idée pour le journal : une chronique «il y a vingt ans» avec à travers les éditos d'Arthur, les dessins de Reiser... l'historique du développement du mouvement écolo.
 Daniel KESSELRING
 Savoie.

ECOLOS EN DEROUTE

Tous les écologistes ont les mêmes préoccupations : effet de serre, couche d'ozone, gaspillage, pollution, déforestation, surpopulation, économies d'énergie, énergies renouvelables, sortie du nucléaire, société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, partage du travail et des revenus, gel des armements, prévention et résolution non-violente des conflits, contestation du capitalisme cupide et de l'ultralibéralisme...
 Si leurs options divergent pour y parvenir, ils doivent s'informer et y réfléchir dans un climat de

CHAMPS ELECTRO MAGNETIQUES

Je travaille dans une pièce où se trouvent réunis une imprimante et un écran-clavier d'ordinateur ainsi qu'une armoire encastrée contenant une dizaine de relais destinés à alimenter d'autres ordinateurs. Cette armoire parcourue de nombreux fils et connexion dégage de la chaleur et sûrement beaucoup d'énergie négative. Existe-t-il aujourd'hui des moyens efficaces pour s'isoler au maximum d'un air ambiant aussi peu sain (le sol étant recouvert de moquette pour parfaire le tout) ? Le fait d'installer un ioniseur va-t-il apporter un plus dans cette pièce ? Des testeurs existent-ils pour évaluer la quantité d'énergie dégagée par cette installation ? Autant de questions que je suis amené à me poser car j'essaie de mener une vie aussi saine que possible et suis actuellement coincé par la sédentarité d'un travail de bureau.
 Daniel BOICHUT
 Côte d'Or.

Silence : *comme signalé dans Silence n°171, il existe une association spécialisée dans ce genre de questions :*
 l'ADERME, 17 bis, rue Louis Adam, 69100 Villeurbanne, tél : 78 68 81 34, minitel 36 15
 Adertel qui peut répondre à ces questions.

tolérance sereine et de convivialité. Leurs actuelles discordes et divergences sont catastrophiques et si elles perdurent, elles sonneront le glas de l'écologie politique. Ils doivent impérativement se réconcilier tous et se réunir à nouveau. La tâche sera difficile ? Pourtant :
 - après trois guerres, Robert Schuman a réussi la réconciliation franco-allemande,
 - après 40 ans de séparation, H. Khol a réussi à réconcilier les deux Allemagnes,
 - après un siècle d'apartheid, De Clerk et Mandela ont réussi à réconcilier blancs et noirs. Essayons ! Il nous faut un sursaut de civisme social et planétaire pour retrouver notre dignité.
 Robert VIALLET
 Gironde.

anciens numéros

136	Essais nucléaires. Campagnes bouteilles. Aliments irradiés. Étain. Ecologie et pauvreté. Du coffre-fort au delta-plane.....14F
139	Climat. Migrants et environnement. La forêt avance. Guerre du Golfe. Manganèse. Déchets. Cuisiseurs solaires. Co-évolution.....14 F
146	Les Verts. Maison de vigilance de Taverny. Traités Start. Larzac. Délinquance des immigrés. Rhin-Rhône. Vallée d'Aspe. Orcades.....18 F
150	Nucléaire : seuil d'exemption ? Karl Morgan. Forbach. Yougoslavie. Aérosols. Vallée d'Aspe. Sexe et politique. Paris-Le Cap. Tibet. L'écologie. nouvelle idéologie ?.....18 F
154	Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. Lignes à haute tension. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail.....18 F
157	Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Quelle aide au développement ? Appel de Heidelberg.....18 F
158	Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Télé et violence. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label environnement. Boycott Nike et Nestlé. La "pensée sauvage".....18 F
162	La prison autrement. Vallée d'Aspe. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavi. Malville. L'argent et le pouvoir comme drogues. L'utopie verte.....20 F
163	L'Alliance contre le GATT. Désertification et école. Marées noires. Centrales nucléaires à l'Est. Ferry : une écologie très subjective.....20 F
164	La décroissance. bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité.....20 F
165	Yougoslavie. Les semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Génération escroquerie. Superphénix.....20 F
166	Moruroa : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Vallée d'Aspe. La Banque Mondiale et les citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable.....20 F
167-168	Transports solidaires. Ferroutage. Le voyage d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Vallée d'Aspe. L'amaque du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cocagne. L'Ecologie ou la mort !.....32 F
169	Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts : marée basse.....20 F
170	Racisme et environnement. Vallée d'Aspe. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. l'AIEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales.....20 F
171	Pollutions électromagnétiques. Phébus. Superphénix : débranchez-le ! Inondations et aménagement doux. Rue des chambres à gaz. Le travail a-t-il un avenir sur terre ? Les conditions de changement du système planétaire.....20 F
172	Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Superphénix. Inondations.....20 F
173	Mir Sada, ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide étrangère. Superphénix. Vallée d'Aspe.....20 F
174	Vallée d'Aspe : l'alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction et ouverture (1).....20 F
175	Eoliennes : le vent en poupe ! Atout Vent. Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2).....20 F
176	Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3).....20 F
177	Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'imérisme ? Vallée d'Aspe. Superphénix. L'escroquerie du développement durable.....20 F
178	Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inesténe. Superphénix. Les importations de déchets en France. Jeunes : sous le Mac-do. la galère.....20 F
179-180	Vous avez dit progrès ? Somport, un été pour une victoire. La presse différente. Banque Mondiale. FMI. GATT : 50 ans ça suffit ! Utopie. Economie : dernière Hooverisation avant liquidation. Pour une économie vernaculaire autosuffisante.....32 F
181	Energies douces au Sud (1). Eoliennes en Mauritanie. Solaire au Zimbabwe. Marais salants au Bénin. Superphénix. Dépliants publicitaires.....23 F
182	Energies douces au Sud (2). Solaire au Burkina. Expérimentations au Mali. Bioclimatique en Tunisie. Hydraulique au Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La «Ville-monde» face à l'inertie sécuritaire.....23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Au moment où l'expression de l'écologie politique en France connaît une crise sans précédent, il convient de s'interroger sur le projet de société que nous désirons. Loin d'un environnementalisme qui se contente de repeindre en vert la société actuelle, Silence a toujours voulu animer le débat sur ceux qui pensent qu'il est possible de faire «autrement». Ce livre arrive donc à l'heure

Murray Bookchin est l'un des partisans de l'écologie sociale. S'appuyant sur les luttes sociales, il essaie de définir une pratique en accord avec la survie de la planète.

Quelle écologie radicale ?

Dave Foreman

Murray Bookchin

70 F (+ 15 F de port)

1994 - 140 pages

Écologie sociale et écologie profonde en débat

Dave Foreman est le fondateur du mouvement «Earth First». En parlant d'une sauvegarde systématique des derniers espaces naturels, il essaie de définir une politique sociale.